



YouTube



Dimanche

30 avril 2023

20 pages

No 569

Gratuit

INTERVIEW EXCLUSIVE



Dawood Rawat :

« J'ai des preuves que le complot contre moi avait été ourdi par des chefs de plusieurs secteurs de l'économie »

Huit ans après le démantèlement de la BAI, et suivant le verdict de la Cour de Cassation de Belgique, l'ex-chairman Emeritus de BAI, Dawood Rawat, sort de son silence. Dans un entretien exclusif qu'il nous a accordé, il revient sur le complot dont il dit avoir été victime. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne pratique pas la langue de bois. Il promet de retourner à Maurice « en temps voulu », avec, dans sa valise, des preuves qu'il ne révélera que dans une cour de justice...

Échange de terrain du centre culturel tamoul



Un sabotage de la communauté tamoule évoqué

- « Le nouveau terrain que le gouvernement nous offre à La Vigie est marécageux », dénonce Renga Soopramanien, de l'Union Tamoule de Maurice et de l'association 'Veeram'
- Une grande mobilisation prévue à Saint-Pierre ce dimanche

ICAC

Des revenus nets de Rs 8 159 881 millions/ par an pour Navin Beekarry

Propositions PTr-MMM-PMSD au Commissaire électoral



Une étape importante franchie

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



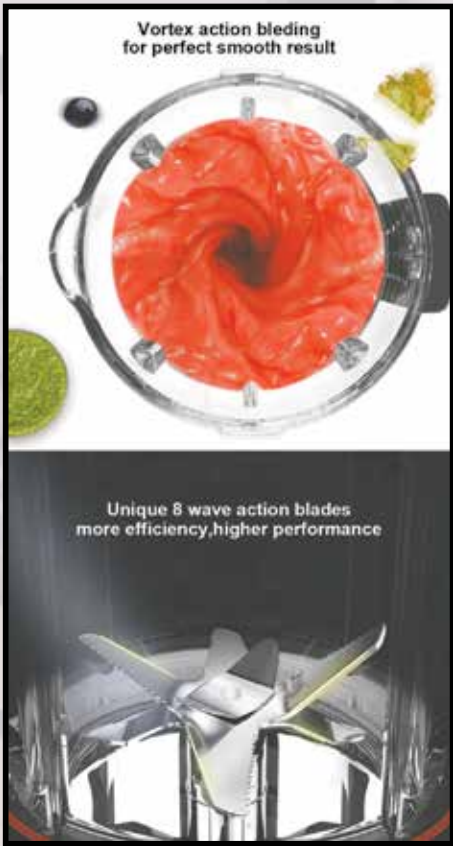
[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Échange de terrain du centre culturel tamoul

Un sabotage de la communauté tamoule évoqué

La colère gronde au sein de la communauté tamoule. La décision du régime actuel de reprendre un terrain que le précédent gouvernement de Navin Ramgoolam avait accordé au 'Mauritius Tamil Cultural Centre Trust' (MTCCT) pour la construction d'un centre culturel tamoul au Réduit Triangle n'est pas bien vue. D'autant que le nouveau terrain à La Vigie qu'offre le gouvernement en échange de celui se trouvant Réduit est marécageux. Raison pour laquelle les Tamouls comptent accentuer la pression sur l'Hôtel du gouvernement. Des réunions ont été tenues dans divers endroits ces derniers temps, alors qu'une grande mobilisation est prévue à Saint-Pierre aujourd'hui, dimanche 30 avril 2023.

Renga Soopramanien, représentant de l'Union Tamoule de Maurice et de Veeram, ne passe pas par quatre chemins. « La communauté tamoule est en train d'être sabotée », martèle-t-il. « Le Premier ministre s'est permis de nous dire qu'il reprendra ce terrain lors de la fête du nouvel an tamoul, Varusha Pirappu, au MGI », dénonce-t-il. Selon lui, le nouveau terrain que le gouvernement compte leur donner à La Vigie est marécageux. « C'est une terrain ki ena la mare. Li impraticable. C'est impossible pou monte ene bâtiment lor la », insiste-t-il. Un courriel électronique a été adressé au Premier ministre, Pravind Jugnauth, en vue d'obtenir une rencontre avec lui, mais en vain. Aucune réponse n'a été reçue jusqu'ici.



Le plan du centre culturel Tamoul qui devait être construit à Réduit



Les membres de l'Union Tamoule de Maurice et de l'association 'Veeram'

« Pou donne sa agent politique »

Renga Soopramanien croit d'ailleurs savoir pourquoi le gouvernement a décidé de reprendre possession de ce lopin de terre. « Pe donne sa agent politique, ene missié ki apel Avinash Gopee », ajoute-t-il dans le même souffle. « Nou tane dire li pou monte ene Forensic Laboratory là-bas et li pou redonne sa gouvernema après », poursuit-il. Avinash Gopee, rappelons-le, est le promoteur de la maison de retraite 'Royal Green' qui se trouve

à moins de 200 mètres du terrain que le gouvernement compte reprendre au MTCCT à Réduit. Mais à un confrère qui l'a interrogé, il a démenti la nouvelle à l'effet qu'il bénéficierait de ce terrain.

Le board du MTCCT est aussi égratigné. Renga Soopramanien tient non seulement le président et le vice-président de cet organisme d'avoir induit le Premier ministre en erreur, mais il réclame également la dissolution du board. « Zot ni bane dimoune neutre ni zot représente bane Tamouls. Komié la paye zot ine prend depi zot nomination, mais travay zéro », lance-t-il. Et d'ajouter que « si construction centre culturel tamoul pane ressi débiter azordi, c'est aköz bane nominations ki gouvernement ine fer. Zot ine guet zis zot l'intérêt, et pas celui de la communauté tamoule ». Il y a actuellement un sentiment de « tamil bashing », nous dira-t-il. « Billets nou mem, la terre nou mem. Dans l'école, ena manque enseignants tamouls. Vols Maurice-Chennai ine tiré. C'est komsi pe ciblé communauté tamoule. Nou pas pou reste trankil », prévient-il.

Une grande mobilisation prévue ce dimanche

En vue de contester la décision gouvernementale d'échanger le terrain pour la construction du centre culturel tamoul, le 'Tamil Council', avec le soutien de plusieurs associations, dont l'Union Tamoule de Maurice et l'association 'Veeram', prévoient d'organiser une grande réunion sous le thème « Aret fer dominer avek tamoul » à St Pierre, ce dimanche 30 avril à 14h.

« Pas question de reprendre ce terrain de Réduit. La décision du PM est injuste ». Devarajen Kanaksabee, un des membres du mouvement contestataire, affirme qu'aucune construction ne pourra se faire à la Vigie, car le terrain est marécageux. Il ajoute que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et que le mouvement ne compte pas se laisser faire.

Covilen Narsinghen, juriste et défenseur des Droits de l'homme, dénonce également l'injustice que subit le MTCCT, mais aussi l'IMCA et l'« Urdu Speaking Union ». Le terrain de Réduit, rappelle-t-il, avait été alloué en 2003 par Paul Béranger qui était alors Premier ministre. « Navin Ramgoolam l'avait repris parce que des projets y étaient prévus, mais il avait, un échange, donné un plus grand terrain qui était juste à côté. C'est lui qui avait d'ailleurs fait la pose de la première pierre en 2010 », souligne-t-il. Il trouve révoltant que ce terrain serait octroyé à des agents du pouvoir. Il réclame que justice soit faite dans ce cas. « Cette culture de 'land grabbing' est révoltante. Nou pa pou laisse sa arrivé », dit-il. Et de prévenir : « Mo au courant de beaucoup de choses ki mo pou dévoiler lors de la réunion dimanche ».

D'autres réunions sont prévues incessamment, et une série d'activités devrait avoir lieu à travers l'île afin que le gouvernement revienne sur sa décision.

Terrain à la Vigie

Navin Unoop : « La VoH n'avait pu y construire son bâtiment en raison du marécage »



Le nouveau terrain qui a été alloué pour la construction du centre culturel tamoul à la Vigie se trouve effectivement dans une zone marécageuse. C'est Navin Unoop, de la 'Voice of Hindu' (VoH), qui nous le confirme. « VoH ti gagne ene terrain là-bas et nou

ti commence construire, mais ti bizin aret lor beam mem aköz ena 'stagnant water' », nous dit-il.

Navin Unoop dit avoir des réunions avec plusieurs associations et représentants de kovils et se dit prêt à leur donner un coup de main dans

leur revendication. « Il nous faut d'abord savoir ce qui a motivé le board du MTCCT à donner son aval pour cet échange. Ti bizin consulté la communauté en général avant prend sa décision la, pa nek guet zis ene Trust », soutient-il.

Le président de la VoH estime

d'ailleurs que le terrain qu'a repris le gouvernement à Réduit doit être utilisé à des fins spirituelles et culturelles. « Pa kapav prend ene terrain kine donné pou 'spiritual and cultural purposes' pou aster alle fer business là-bas », martèle-t-il.

Propositions du PTr-MMM-PMSD au Commissaire électoral

Une étape importante franchie

Les leaders du PTr (Parti Travailleiste), MMM (Mouvement Militant Mauricien) et du PMSD (Parti Mauricien Social-Démocrate) ont rencontré le Commissaire électoral, le vendredi 28 avril, au siège de la Commission électorale à Port-Louis. Ils ont soumis un document contenant une série de conditions et de propositions détaillées autour de l'organisation des prochaines élections générales. S'en est suivi une conférence de presse conjointe du trio, à l'hôtel de Labourdonnais, à Caudan.

Les trois leaders disent avoir travaillé de concert pour faire pas moins de 25 propositions à la Commission électorale, pour s'assurer que les prochaines législatives se déroulent sans imbroglio, en toute éthique, impartialité et indépendance.

Les leaders des trois partis politiques (PTr-MMM-PMSD) veulent que la Commission électorale fasse preuve d'excellence et de 'leadership', et que la transparence soit sans équivoque.

Une des propositions majeures concerne des « *undisclosed component of the process or any unannounced element* », comme les «computer rooms». Et ce, en se basant sur des extraits des jugements rendus dans les cas d'Adrien Duval et d'Ezra Jhuboo contre le Commissaire électoral.

Parmi les propositions faites, il y a celle que tous les votants devront avoir accès au système électoral. Il a été recommandé aux autorités compétentes de veiller à ce que le nom d'un votant décédé ne soit retiré qu'après vérification auprès de l'Etat civil. Les trois leaders politiques estiment que le droit de vote est un droit constitutionnel de tout citoyen.

Autre mesure préconisée afin d'éloigner les doutes de manipulation, Ramgoolam, Bérenger et Duval veulent que le registre électoral (analogue et numérique) soit uniquement sous le contrôle du bureau de la Commission électorale. Entre autre chose, il a été recommandé que la



Commission dispose de sa propre infrastructure d'hébergement sécurisée, pour stocker et tenir à jour le registre électoral. De même qu'il est important que les électeurs puissent y avoir accès pour pouvoir

vérifier leur inscription, et ce à n'importe quel moment.

Dans le document soumis à Irfan Rahman, la recommandation a été faite que la MBC (Mauritius Broadcasting Corporation) s'assure que tous les candidats et partis politiques sont traités équitablement. Il est suggéré à la commission d'émettre des directives claires en ce sens à l'attention de la police et de la MBC, et qu'elle veille à ce qu'elles soient correctement appliquées. Les leaders des trois partis demandent à la Commission d'assurer que les items des différents partis politiques soient diffusés dans les bulletins des journaux télévisés.

Ramgoolam, Bérenger et XLD demandent aussi la réintroduction des 'agents de terrain', dont le bureau du Commissaire électoral a décidé de se passer en 2010. Ce

faisant, seuls les candidats et leurs principaux agents avaient accès à la cour des bureaux de vote.

Parmi les autres propositions figurant dans le document : le Government Printing doit être le seul organisme à imprimer les bulletins de vote, seuls la carte d'identité nationale et le passeport doivent être utilisés comme pièce d'identification, que les étrangers du Commonwealth ne soient pas autorisés à voter, que l'Electoral Supervisory Commission dispose de plus de pouvoirs, et obtienne ceux dévolus à l'Independent Broadcasting Authority, que le téléphone portable ne soit pas admis dans la salle de vote, et que de l'encre indélébile soit utilisée après qu'un électeur ait exercé son droit de vote.

A la fin du document concernant la décompte des votes, il est préconisé que l'exercice débutent le même jour, à la fermeture des votes. Cela devrait pouvoir se faire après avoir modifié la législation, car la loi stipule que l'exercice de comptage doit se faire le lendemain du jour de vote.

Navin Ramgoolam :

« Pas de 'computer rooms' dans les centres de vote »

Le leader des Rouges, Navin Ramgoolam, estime que c'est une étape importante et cruciale pour la démocratie. « Nous lui avons demandé de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la transparence et la confiance dans le système électoral. Il est important de garantir que les résultats des élections reflètent la volonté du peuple. Tout le monde doit avoir confiance dans le système. C'est la raison pour laquelle nous avons effectué cet exercice », dit Navin Ramgoolam, lors de la conférence de presse conjointe des trois leaders.

« Le commissaire électoral a lui-même fait la proposition de l'utilisation de l'encre indélébile afin de s'assurer qu'aucun votant ne vote plus d'une fois ». Mesure accueillie avec ferveur par le leader du Parti Travailleiste (PTr). Ramgoolam salue le fait que la rencontre avec le Commissaire électoral, Irfan Rahman, a été très positive. Il a également indiqué que suite à cette rencontre, il n'y aura pas de « Computer Room » dans les centres de vote lors de la tenue des prochaines élections.



Xavier-Luc Duval :

« Que la volonté précise de l'électorat mauricien soit reflétée dans les résultats »

Le leader de l'opposition et du Parti Mauricien Social-Démocrate (PMSD) est d'avis que la rencontre entre les trois leaders et le Commissaire électoral s'est bien déroulée. Il souligne le fait qu'Irfan Rahman a répondu favorablement à une de leur demande, à savoir l'ouverture du registre électoral pour une semaine, après la signature du « Writ of Elections ». De ce fait, XLD implore le gouvernement et le Premier ministre

d'apporter les modifications nécessaires à la loi afin que cette demande puisse aboutir, car pour l'instant c'est en dehors du contrôle de la Commission électorale.

Pour Duval, « le but de l'Opposition n'est pas d'assurer sa victoire lors des élections, mais de garantir que la volonté précise de l'électorat mauricien soit reflétée dans les résultats, et que la campagne électorale s'oriente vers des élections 'free & fair' ».



Paul Bérenger :

« D'autres rencontres prévues avec le Commissaire électoral »

C'est un bon départ, estime le leader du Mouvement Militant Mauricien (MMM), suite à la rencontre des trois leaders avec Irfan Rahman. Pour Paul Bérenger, il est important que le

document soit examiné sur le fond par la Commission électorale.

D'ailleurs, lors de sa prise de parole pendant la conférence de presse conjointe des trois leaders des partis de l'Opposition

parlementaire, Paul Bérenger a indiqué : « Ce document, qui compte 34 mesures phares pour assurer des élections justes, a été bien travaillé et réfléchi par les trois partis. La Commission électorale

examinera nos propositions en détail, et nous répondra par le biais d'une lettre. »

Le leader des mauves a également laissé entendre que d'autres rencontres avec le Commissaire électoral sont prévues.

ICAC

Des revenus nets de Rs 8 159 881 millions/ par an pour Navin Beekarry

Sherry Singh percevait, selon ses propres dires, environ Rs 700 000 comme salaire mensuel en tant que 'Chief Executive Officer' (CEO) de Mauritius Telecom. Le DG de l'ICAC, Navin Beekarry, perçoit, lui, plus de Rs 650 000 mensuellement. Ce qui est bien plus que les salaires reçus par la cheffe-juge (Rs 219 500/ mois) et le DPP (Rs 175 000/ mois). Un salaire princier qui donne le tournis, alors que la performance de l'ICAC est tout, sauf louable. Même le précédent DG de la commission anti-corruption n'obtenait, selon certaines indications, pas plus que Rs



275 000/ par mois.

Selon des informations que nous avons en notre possession, Navin Beekarry aurait officiellement déclaré

des revenus nets de Rs 8 159 881 pour l'année financière 2021-2022. Outre ses salaires et allocations constituant ses « total emoluments » de Rs 8 042 881/ par an, il bénéficierait aussi des pensions s'élevant à Rs 117 000 du ministère de la Sécurité sociale. Ses salaires et allocations, excluant la pension de vieillesse, s'élèveraient donc à Rs 670 240 par mois. Ce qui confirme les révélations du leader de l'Opposition, Xavier Duval, lors de la PNQ au Parlement, mardi. Ce que n'a d'ailleurs pas nié le Premier ministre, Pravind Jugnauth.

Patrick Assirvaden : « C'est scandaleux »

Patrick Assirvaden, ancien membre du comité parlementaire de l'ICAC, nous affirme que ce qui se passe dans le pays est scandaleux. « Rs 650 000 sa tigit sa mais directeur la pe gagne plis ki sa, » s'insurge-t-il. Le Premier ministre fait volontairement de la rétention d'information à ce sujet, selon lui. « C'est scandaleux. Navin Beekarry ayant été nommé sur une base temporaire, son salaire de Rs 650 000, soit trois fois plus que le chef du

gouvernement lui-même, n'est pas justifié » ajoute-t-il. Patrick Assirvaden souligne que lorsqu'il était membre du comité parlementaire de l'ICAC, il a tenté d'avoir confirmation de cette information, mais qu'à chaque fois, il obtenait une fin de non-recevoir. Le manque de clarté dans cette affaire montre qu'il y en a anguille sous roche, affirme-t-il. Il se demande ce qu'a fait l'ICAC durant ces 4 dernières années, puisque l'organisme a uniquement

13 condamnations à son actif, alors qu'il y a plusieurs affaires d'État en suspens, telles que la récente affaire de pots-de-vin, l'affaire Angus Road, l'affaire de Ravi Yericadoo, l'affaire de Yogida Sawmynaden, etc... « L'ICAC est devenu une 'washing machine', ce qui est inacceptable. Il est grand temps que la population prenne conscience de ce qui se passe dans le pays, car c'est extrêmement grave », conclut-il.

Covid-19

Dr Gujadhur : « Maurice doit se préparer à toute éventualité face à l'augmentation des cas positifs »

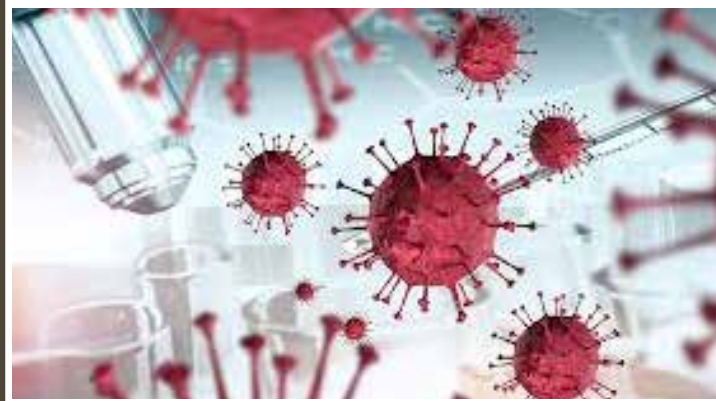
Un nouveau sous-variant d'Omicron, le XBB 1.16, menace de faire augmenter le nombre de cas positifs à l'île Maurice. Nommé « Arcturus », ce virus est classé comme « variant d'intérêt » par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les scientifiques de l'université de Tokyo estiment qu'il pourrait être 1,17 à 1,27 fois plus infectieux que Kraken, le dernier grand sous-variant omicron. Les autorités mauriciennes disent suivre la situation de très près.

Doit-on remettre en vigueur les mesures nécessaires pour limiter la propagation du coronavirus ? « Nu finn relax impe se demye tan. Bizin remet l'accent lor nou bann labitid ki nou ti ena pendant pandémie la, nou ankor dan enn pandémie selon l'OMS », nous confie le Dr Vasantrao Gujadhur, ancien directeur des services de Santé. Il prévient

que les nouveaux variants sont plus résistants aux anticorps, et qu'ils se propagent plus rapidement. « Sa bann varian la pli contagieux. Bizin pran boku prekosyon aköz bann cas pe augmenter dans Maurice ».

Selon les chiffres communiqués par le ministère de la Santé, qui découlent du nombre de tests PCR effectués, le nombre de cas est passé de 79 à 104 cette semaine. Sur 1750 Rapid Test effectués en 24 heures, 231 cas se sont avérés positifs, ce qui est inquiétant.

Pour rappel, 90% de la population mauricienne a fait la 1^{ère} et la 2^{ème} dose. Le Dr Gujadhur conseille au gouvernement de se préparer à toute éventualité. « Il faudra avoir des vaccins en stock, et se montrer vigilant vis-à-vis des personnes âgées », laisse-t-il entendre.

1^{er} mai

Les travailleurs de mal en pis...

Arvin Boollell

« Il faut une véritable égalité des chances »

Pour le député du PTr, Arvin Boollell, le 1er mai est non seulement la fête du Travail, mais aussi celle des travailleurs. Il dit avoir une pensée spéciale pour les personnes qui ont milité pour l'amélioration des conditions de travail à Maurice. Il est, par contre, malheureux, dit-il, de voir que les travailleurs étrangers sont exploités dans le pays. Il ajoute qu'il faut s'assurer qu'il ait une véritable égalité des chances. « Pour un petit état insulaire en voie de développement, sans productivité ni exportation, c'est difficile pour l'économie », dit-il.

Le chef de file du PTr du Parlement regrette également le fait que nous ayons un gouvernement qui donne de mauvaises perceptions sur les droits de l'homme et le coût de la vie, alors que la réalité est différente. Il

faut mettre un terme au favoritisme, à la fraude et à la corruption, selon lui.

Rajesh Bhagwan

« Pays enba lao avec sa GM la »

Pour le député et secrétaire général du MMM, jamais une population n'aura autant souffert qu'en ce 1^{er} mai. La classe des travailleurs, le pouvoir d'achat et les conditions de travail se dégradent de jour en jour. « Pe faire dominer... Ene gouvernement ki pe faire repression lor la population », dit-il. Le pays est « enba lao avec ce gouvernement ». Selon lui, la population est en train de souffrir de la cherté extrême de la vie, et les travailleurs vont devoir militer pour leurs droits. Ce 1er mai est l'occasion de changements, selon Rajesh Bhagwan, qui souligne que son message est un message d'espoir à l'attention des leaders politiques.

Il rend, dans la même foulée, hommage à ceux qui ont trimé pour améliorer les conditions de travail dans le pays.

Kushal Lobine

« Améliorer davantage les conditions de travail »

Le député du PMSD avance que nous devons garder le côté sacré de ce que sont le dur labeur et la discipline, sans se laisser influencer. Selon lui, les conditions de travail à Maurice se sont grandement améliorées. Toutefois, nous devons voir ce que l'on peut faire pour les améliorer encore, et travailler ensemble pour mettre en avant les travailleurs, pour lesquels il faut avoir de la reconnaissance. À titre d'exemple, les grandes entreprises doivent créer un environnement propice pour redonner l'envie aux salariés de venir travailler.



Dawood Rawat :

« J'ai des preuves que le complot contre moi avait été ourdi par des chefs de plusieurs secteurs de l'économie »

Huit ans après le démantèlement de la BAI, et suivant le verdict de la Cour de cassation de Belgique, l'ex-chairman Emeritus de BAI, Dawood Rawat, sort de son silence. Dans un entretien exclusif qu'il nous a accordé, il revient sur le complot dont il dit avoir été victime. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne pratique pas la langue de bois. Il promet de retourner à Maurice « en temps voulu », avec, dans sa valise, des preuves qu'il ne révélera que dans une cour de justice...

■ Zahirah RADHA

Q : Quel est votre sentiment après le rejet de votre appel par la Cour de cassation de Belgique, basé sur des motifs techniques ?

Ma plus grosse déception est logiquement d'avoir perdu une autre manche de notre bataille arbitrale. Je dis bien une autre manche, parce qu'elle est, une nouvelle fois, une défaite purement technique. La première cour d'arbitrage s'étant déclarée incompétente, les deux autres cours d'appel n'ont fait que confirmer qu'elle avait raison. Donc, notre véritable procès contre ceux qui ont détruit le groupe BAI, n'a JAMAIS été pris dans une cour de justice.

Des bien-pensants disent que j'aurais dû déclencher toute procédure de justice à Maurice. Ces personnes ont oublié que, durant la première période de 2015, la situation sociale avait tellement dégénéré que faire ou dire quoi que ce soit contre le nouveau régime était suicidaire. Malgré cette ambiance de peur qui paralysait la grande majorité de la population, nous avions quand même logé deux cas en cour demandant une 'Judicial Review' pour contrer la BoM sur sa surprenante décision de résilier la licence de Bramer.

Nous avons été surpris que la cour eût décidé de rejeter notre demande parce que notre représentant légal n'avait pas eu l'aval du comité de direction de la compagnie. Était-ce

du catch-22, étant donné que tous les comités de direction du groupe avaient déjà été dissous par les administrateurs ?

Q : « Li pas pou aret la », avez-vous prévenu dans une déclaration que vous avez faites à un confrère. Que comptez-vous faire maintenant ?

Je ne sais combien de personnes, dans la position dans laquelle j'étais, auraient pu survivre après tout ce qu'ils ont détruit de mes cinquante ans de travail à Maurice, aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Afrique. La violence psychologique et physique que les chefs du complot contre moi ont infligé à mes filles et gendres ne pourrait jamais être pardonnée. Comment donc pourrais-je m'arrêter de chercher justice ? Non seulement satisfait d'avoir dévalisé Dawood Rawat, mais allant jusqu'à détruire ma réputation et celle de mes enfants...

Je connais maintenant les noms des principaux pyromanes qui, depuis des décennies, alimentent des rumeurs malveillantes sur moi. Un exemple, un jour une connaissance bien-intentionnée, m'avait fait savoir que dans son groupe socialement communal, on parlait souvent de moi. À ma question sur l'objet de leurs conversations, elle m'expliqua qu'on se demandait d'où venait mon argent. En voulant me rassurer, la gentille dame m'a dit, en toute confiance, qu'apparemment c'était Agha Khan qui était derrière moi. Comment voulez-vous que j'arrête quand, bien que nous ayons déjà tout perdu, ils veulent maintenant mes biens personnels ?

Côté réputation, ils ont alerté le monde que Dawood Rawat est un

voleur. Imaginez ce que c'est que d'être traité de cette façon par ceux qui ont fait fortune de façon douteuse !

Q : Vous dites détenir des preuves à l'effet qu'il s'agissait d'un complot, en faisant référence à une phrase (« je l'ai eu ») lancée par l'ancien ministre des Finances, Vishnu Lutchmeenaraidoo. Pouvez-vous en dire plus ?

Ce cri du cœur (ndlr : référence faite à « je l'ai eu » de Vishnu Lutchmeenaraidoo) qui émanait de quelqu'un qui avait débuté très modestement et qui, aujourd'hui, est bien calé dans son fauteuil douillet, sachant que lui et sa famille sont à l'abri, étant propriétaires de pas mal de propriétés en Europe. J'ai la liste de tous ses actifs. Le plus inquiétant dans toute cette malheureuse affaire, c'est que cet individu avait commencé sa chasse depuis qu'il était membre de la commission finances du MMM. Cela faisait donc déjà un bon bout de temps qu'il ruminait sa stratégie. Il fut aidé par son leader qui avait porté à l'Assemblée nationale le premier jet de pierres, en insistant sur le fait que le gouvernement d'alors se devait de regarder de près une certaine compagnie d'assurance. Le plus surprenant, c'est qu'il devait même lier la compagnie locale à une autre qui avait fait faillite à TRINIDAD.

La BAI portait le même nom parce qu'elle faisait partie du même groupe avant leur séparation il y a presque une vingtaine d'années. À ma question au leader du parti sur la raison de cette fausse nouvelle, il m'avait répondu qu'il savait que mon groupe n'avait rien à faire avec celui de Trinidad. Stupéfait par ce commentaire, je lui avais demandé des explications. Et la réponse

était : « *to bizin comprend c'est la politique* ». Donc, le Vishnu portait sur ses épaules, la responsabilité de finir Dawood Rawat. Je vous ferai l'historique de la stratégie du démantèlement de la BAI plus tard.

La raison est bien simple, les responsables de ce massacre financier se liguent depuis bientôt trente ans. Ils viennent de plusieurs secteurs et ils ont tous un fiel incroyable contre ce 'Maverick', que je représentais dans l'économie. « *Comment ce « lascar » pouvait-il croire qu'il allait nous rattraper et même nous dépasser ? Puisque ce morveux l'avait déjà fait dans le secteur de l'assurance, il fallait donc le ramener à la raison* ». Je peux vous confirmer que cela m'avait été rapporté par nul autre que le chef de la FSC, puisqu'à chaque fois que je venais à Maurice, je me faisais un devoir de lui rendre visite. Et à chaque visite, il me faisait savoir que mes concurrents venaient le voir régulièrement pour se plaindre de nous et qu'ils insistaient pour qu'il jette un coup d'œil sur mon groupe.

Je lui avais répondu en lui demandant s'il était leur messenger. À ce moment, il avait décidé de me donner un conseil, en me faisant la remarque suivante : « *Dawood, rentre dans les rangs, et ils te laisseront tranquille* ». C'est tellement évident que j'avais eu l'impardonnable effronterie de croire que je pouvais jouer dans la cour des grands. J'ai des preuves que le complot contre moi a été ourdi dans plusieurs bureaux des chefs de plusieurs secteurs de l'économie. Quel était le rôle de Vishnu Lutchmeenaraidoo ? Je reviendrai dessus, d'autant qu'il devait avoir le soutien de quelqu'un à la BoM.

Q : Puisque vous parlez de BoM, vous aviez précédemment évoqué le rôle joué par l'ancien Gouverneur de cette institution, Basant Roi, dans le démantèlement du groupe BAI. Fait-il également partie de ce complot que vous évoquez ?

Basant Roi m'avait fait beaucoup de confidences quand il avait besoin de moi. L'autre agent à la BoM était son adjoint, Googoolye, que je ne connaissais pas initialement, mais qui, après m'avoir demandé des rendez-vous, venait me voir à mon bureau et une fois, même chez moi à Floréal. La raison pour laquelle je cite ces deux compères, c'est parce qu'au début de 2015, quand la série de retraits de fonds importants à la Bramer avait commencé, j'ai été voir Basant Roi. La visite avait duré quarante minutes, durant lesquelles le sieur Roi était resté silencieux sur les problèmes de la Bramer Bank. Pas un mot, aucun avertissement, aucune mention sur ce qui était apparemment déjà un problème alarmant pour la banque centrale. Imaginez-vous : je suis dans son bureau, il sait qui je suis, mais il reste néanmoins silencieux comme une statue.

L'autre agent du pouvoir, qui un an auparavant, nous avait donné, en écrit, une autorisation pour faire un certain investissement sous le gouvernement précédent, avait tourné casaque au point de nous écrire pour nous avertir qu'il ne permettrait plus ce qu'il nous avait lui-même autorisé de faire l'année précédente. Basant Roi crie sur tous les toits que la décision de suspendre le permis de Bramer était nécessaire pour la protection de l'économie. Qui, croit-il, pourrait accepter que Vishnu Lutchmeenaraidoo et lui-même n'étaient pas de connivence ? D'ailleurs, j'avais demandé un rendez-vous avec Vishnu Lutchmeenaraidoo, mais en vain. Ma demande était restée sans réponse. Je reviendrai sur cette histoire, car elle n'est pas terminée.

Q : Y a-t-il d'autres personnes qui sont impliquées dans ce complot dont vous faites état ?

Complot, il y en a eu. Le début de la première attaque date de 1992, quand la BAI avait fait son IPO. Des personnes sans scrupules de plusieurs secteurs s'étaient arrangées pour détruire notre entrée en bourse dès sa naissance même. Celui qui m'avait mis la puce à l'oreille, était le ministre des Finances d'alors, Rama Sithanen. Comme j'étais à Maurice pour cet événement primordial pour la compagnie, le ministre m'avait invité à son bureau pour m'informer qu'il avait appris qu'il y avait une compagne de sabotage menée par des courtiers pour s'abstenir de vendre les nouvelles actions de la BAI mises sur

le marché. Il m'avait conseillé d'en parler au Premier ministre, SAJ. C'est ce que j'avais immédiatement fait.

Rama Sithanen devait aussi demander à la police d'enquêter sur un article qui était paru le jour du lancement de nos actions dans le magazine 'Business Week', et dont les propriétaires étaient, tenez-vous bien, les 'seniors managers' de PricewaterhouseCoopers (PWC). Quelle coïncidence, puisqu'on reverra PWC vingt ans après, tirer des boulets de canons sur la BAI, mais avec un changement d'acteurs cette fois-ci.

Les premiers nommés n'étaient plus à la tête de la PWC. Mais le comptable André Bonieux, qui avait préparé les comptes de la BAI en 1992 en tant qu'employé de Kemp Chatteris, a été, au début de la saga, un acteur de premier rang. Il était non seulement présent le soir du début de l'assaut, mais il était même au premier plan, en expliquant, sur un tableau, comment les actifs du groupe étaient entremêlés et d'où il fallait donc tirer la ficelle qui ferait sombrer le navire. Son rôle était clairement prêt, étant donné qu'il s'était permis d'écrire officiellement, à travers le mail de PWC, à mon trust presque cinq semaines avant même la destruction du groupe.

Une question bien simple : pour quelle raison le 'senior partner' d'une boîte d'auditeurs, une des quatre compagnies incontournables de l'audit international, écrirait-il au trust d'une personne dont il n'est pas le comptable ? Le pire, c'est qu'il me connaissait parfaitement bien, ayant été notre auditeur chez Kemp Chatteris. Mieux encore, il était même venu me voir pour me proposer de prendre PWC comme conseillers pour nous aider à résoudre nos problèmes. Il m'avait expliqué qu'il lui était facile de travailler avec le groupe parce qu'il avait bien étudié notre 'balance sheet'.

Je l'avais remercié, tout en refusant son offre. Il se trouva que la BAI devait, par la suite, retenir les services de PWC South Africa pour préparer un document de vente de nos actions ou actifs, afin de satisfaire les instructions de la FSC de réduire le pourcentage de nos 'related party transactions'. Il est évident qu'André Bonieux s'était bien équipé pour participer à l'étranglement du groupe.

Q : Ces preuves que vous dites avoir, êtes-vous disposé à les rendre publiques ?

Je réserve mes informations pour une cour de justice. Cette fois-ci, on ne recherchera pas d'arbitrage, mais on ira directement vers une cour de

justice. Mon histoire consiste en une série d'actions et d'événements qui, au fil des décennies, ont tissé des fils d'araignées dans lesquels venaient graduellement s'ajouter d'autres éléments, les uns plus négatifs que les autres, au point où notre réputation avait tellement noirci, qu'on puisse se demander comment on a pu tenir aussi longtemps, soit cinquante ans à Maurice, mais plus que cent ans à travers le monde.

Réalisez-vous que les plus vieilles compagnies du monde ont pratiquement disparu, et qu'elles ont été remplacées par les Apples, Amazon, Google et l'incontournable Elon Musk ? Croyez-vous qu'un Steve Jobs aurait pu réaliser ce qu'il a donné au monde ? Tous ces nouveaux titans du business n'auront pas survécu à Maurice, car ici, on se serait posé

“ Le début de la première attaque date de 1992, quand la BAI avait fait son IPO. Des personnes sans scrupules de plusieurs secteurs s'étaient arrangées pour détruire notre entrée en bourse dès sa naissance même. Celui qui m'avait mis la puce à l'oreille, était le ministre des Finances d'alors, Rama Sithanen. ”

des questions sur la provenance de leur argent, et on se serait dit qu'ils ont sûrement fait des trucs malhonnêtes...

Q : Il me semble qu'il y a beaucoup de vérités qui n'ont pas encore été révélées à ce jour...

Cette question est à la base même de cette saga, car immédiatement après la chute du groupe, nos employés, terrorisés de perdre leurs emplois, ont pris leur distance avec moi au galop. Même ceux qui travaillaient au niveau supérieur du groupe avaient coupé les liens avec moi, après m'avoir fait comprendre en ce soir maudit, qu'il fallait vendre le groupe en signant la lettre notoire.

« Chairman, il faut signer, sinon ils vont se mettre à punir vos enfants et les directeurs », m'avaient-ils dit. C'est donc sous une pression impitoyable que j'ai signé la lettre

dans laquelle j'ai accepté de céder le groupe pour une roupie. Mes enfants étaient contre cette action de ma part, mais deux de mes officiers insistaient pour que je signe. Et par-dessus le marché, un avocat de renom devait aussi me dire qu'il fallait signer, étant donné que les chefs étaient devenus incontrôlables et qu'ils feront beaucoup de mal à mes enfants. Il serait trop long pour moi d'expliquer les machinations de cette soirée de destruction.

Malgré mon accord sous pression, la promesse qu'ils n'allaient pas faire de mal à mes filles était vaine, car ils leur ont fait voir de toutes les couleurs, ainsi qu'à mes gendres, et ils le font toujours. Je reviendrai avec d'autres détails en temps voulu. Ils n'ont pas seulement détruit la BAI, mais aussi le business d'une de mes filles.

Q : Le retour à Maurice, c'est pour quand ?

J'attends l'heure propice pour rentrer. Ceux qui disent que j'aurai dû rentrer immédiatement après l'événement doivent se poser la question : que n'auraient-ils pas fait contre moi si j'étais rentré ? Je laisse à la population le soin de réfléchir, sachant que des questions à propos des événements les plus incongrus tels que les fraudes qui sont devenues courantes, restent toujours sans réponse. J'aurais été une cible encore plus radicale que l'expropriation du groupe et les honteuses misères qu'il ont faites à ma famille. Je pense qu'une solution équitable pour tous serait la meilleure idée.

Ceux qui ont perdu leur argent, leur santé, et même les époux et enfants de ceux ou celles qui ont perdu leur vie devraient être soulagés par les touts puissants qui tiennent les cordons de la bourse. Je connais presque tous les anciens, et même quelques nouveaux leaders politiques qui sont passés me voir. La question de financement des partis politiques est pertinente. Croyez-moi, j'en sais bien des choses, et cela donnerait certainement des cauchemars à certains.

Un dernier exemple : qui pourrait m'expliquer la raison de l'annulation de mon audition par vidéo à la commission d'enquête sur Britam ? Une somme colossale a été perdue dans une transaction secrète où les Kenyans ont tourné en idiots ceux qui ont accepté leur histoire... Britam est donc une autre affaire à raconter dans un avenir pas très lointain. Retourner à Maurice est certainement possible, mais au préalable, je dois m'assurer que je ne serai pas importuné, comme un vulgaire voyou.

Judiciaire

Une réforme nécessaire pour une justice rapide et efficace

La nécessité d'apporter des réformes au niveau judiciaire se fait de plus en plus ressentir. D'autant que le judiciaire est considéré comme le dernier rempart contre l'injustice. Ce n'est pas l'avocate Lavalina Sawmy qui nous dira le contraire. « *Comme tout système essentiel à travers le monde, le judiciaire à Maurice ne cesse de faire ses preuves au fil du temps,* » dit-elle. Par conséquent, le système hybride que le pays a connu est appelé à évoluer, par la voie de plusieurs réformes, afin de faire face aux défis du temps.

L'une des réformes sur laquelle le judiciaire doit mettre l'accent, dit Lavalina Sawmy, concerne l'administration et l'organisation des tribunaux. Il faut absolument raccourcir le délai entre l'aboutissement d'une affaire et le jugement. Un retard de justice est un déni de justice. Il est impératif que les jugements soient rendus dans un délai raisonnable, afin d'éviter toute attente inutile.

De plus, dit Me Lavalina

Sawmy, il est peut-être temps de revoir la nomination des juges, sur le fond et sur la forme. Le judiciaire, à travers la 'Judicial and Legal Service Commission' (JLSC), doit, par voie d'amendement des lois, permettre aux avocats exerçant au privé de pouvoir briguer un poste de juge, et non pas le limiter à ceux qui exercent dans le secteur public uniquement. « *Cette restriction est faite au détriment du judiciaire, car le système est privé de personnes chevronnées qui peuvent définitivement apporter leur contribution* », souligne notre interlocutrice.

Selon l'avocate, il faut également assurer qu'il y ait une bonne gestion des ressources budgétaires qui sont attribuées au judiciaire. Elle trouve inacceptable, par exemple, que la climatisation de la cour intermédiaire ne fonctionne pas en été. Elle déplore aussi que la valeur historique de l'ancienne Cour Suprême, qui est un pilier des jugements historiques et qui est digne du respect de tous,

est négligée, malgré un accès plus facile à l'éducation et à la culture.

'Proper Case Management'

Le directeur de DIS-MOI Maurice, Ekant Bhavish Budhoo, estime, pour sa part, qu'il faut un « *fine-tuning* » pour régler les lacunes qui existent au niveau du judiciaire. A titre d'exemple, l'avocat revient sur le temps pris pour traiter les dossiers, que ce soit au civil ou au criminel. Selon lui, beaucoup de temps peut s'écouler avant qu'une personne n'obtienne justice. Il cite une affaire qui a bénéficié d'une injonction pour être traitée en urgence, mais qui est toujours en cours deux ans après. De ce fait, il ajoute qu'il faut expressément revoir le temps de traitement des dossiers au niveau de la cour.

En guise de solution, l'avocat propose d'appliquer un 'Proper Case Management' dans les cas les plus urgents. D'autant que, selon lui, les affaires sont souvent renvoyées pour des



raisons futiles, et cela pour une durée d'un an ou plus. Selon lui, ce n'est pas juste, car le juge ou la magistrate doit pouvoir statuer au plus vite, afin de ne pénaliser personne, et de renforcer la confiance dans le système. Par ailleurs, il affirme que s'il y a un manque de personnel, que ce soit de magistrats ou de 'courts officers', on doit pouvoir y remédier.

Me Assad Peeroo, nous indique, lui, qu'il faudrait qu'il y ait une 'criminal practice' et une 'civil procedure' pour que les avoués et les avocats aient un guide, surtout ceux qui débutent dans le métier. Selon lui, le temps

que cela prend pour trancher dans une affaire dépend de la cour, mais aussi des témoins présents. Dans les cas où les témoins sont absents, dit-il, le judiciaire doit être plus sévère avec eux, au lieu de l'être avec l'avocat de la défense.

D'après Me Peeroo, il est grand temps que nous mettions en place une « *court of appeal* », ainsi que les recommandations du rapport MacKay, qui est primordial. Il souligne aussi que son père, Me Razack Peeroo, a demandé à ce que le système de justice soit revu en termes de modernité et de compatibilité avec les droits de l'homme.

École Raoul Rivet

Deux classes de Grade 1 privées d'enseignants depuis la rentrée scolaire

Le manque d'enseignants dans les établissements scolaires est de nouveau d'actualité. Les parents et le corps enseignant de l'école Raoul Rivet sont remontés par la situation. Depuis la rentrée scolaire en janvier, sur les cinq classes de Grade 1, deux sont dépourvues d'enseignants. Il s'agit pourtant d'une nouvelle étape importante dans la vie des enfants, qui se retrouvent dans un nouvel environnement, et qui ont par conséquent besoin d'un encadrement de la part des instituteurs.

La situation a été signalée au ministère de l'Éducation, mais aucune mesure n'a été prise. Selon une source à l'école, pour pallier à cette situation, la « *Deputy Head Mistress* » aurait pris en charge l'une des classes de Grade 1, tandis que l'autre est supervisée par



des enseignants ayant déjà leur propre classe à gérer. Selon cette source, cela engendre un retard dans le programme scolaire des élèves, ainsi que des conséquences préjudiciables sur leur apprentissage.

Un appel pressant est donc lancé à la ministre de l'Éducation afin qu'elle prenne des mesures urgentes pour remédier à la situation. Si rien n'est fait d'ici cette semaine, les parents et les enseignants envisagent d'organiser une manifestation pour faire entendre leur voix.

Hospitalisation prolongée du bébé d'un shelter

Stéphanie Anquetil veut des réponses

L'hospitalisation prolongée de bébé S. préoccupe Stéphanie Anquetil, qui cherche à comprendre pourquoi l'enfant se trouve encore à l'hôpital. Lors d'une séance parlementaire, la députée du Parti Travilliste (PT) a interrogé la ministre de l'Égalité du Genre, Kalpanah Koonjoo-Shah, sur la situation du bébé S, qui avait été admis en soins intensifs en octobre 2022 alors qu'il était sous la responsabilité des Caregivers de L'Oiseau du Paradis. Bien que le ministère de la Santé ait déclaré que le bébé était en bonne santé et pouvait réintégrer un Shelter, il est toujours hospitalisé sans explication.

Stéphanie Anquetil estime que la réponse de la ministre n'a pas été satisfaisante et qu'elle n'a pas été honnête. Elle ajoute que la Children's Court n'a pas été informée que le bébé S n'était plus sous la responsabilité du National Children's Council, ce qui soulève des questions sur la légalité des visites effectuées par des employés d'un autre shelter. Selon la



députée PT, la ministre a bafoué les droits de l'enfant et les lois du pays.

De plus, Stéphanie Anquetil se demande pourquoi le rapport du Fact Finding Committee n'a pas été rendu public, et

pourquoi le retour de l'enfant dans un shelter n'est pas une priorité. Elle s'engage à suivre le dossier jusqu'à ce que le bébé soit placé dans une famille d'accueil et prévoit de sensibiliser l'opinion publique internationale à la situation. Elle accuse le ministère de ne pas protéger les droits des enfants comme il le devrait.

Il est important de trouver des réponses claires et transparentes à propos de cette affaire afin d'assurer le bien-être de l'enfant. Les autorités compétentes doivent travailler ensemble pour résoudre ce cas, tout en respectant les lois et les droits des enfants.



Parikshit Kisto

Un franco-mauricien fier de ses origines

« J'ai été diplômé en janvier 2023, après cinq ans d'études universitaires. Il y a eu des périodes de doute, mais le travail, la persévérance, et le soutien de mes proches m'ont permis d'y arriver », nous raconte-t-il.

Sa dernière année d'étude a été la plus compliquée, tant sur le plan personnel que professionnel. « C'était la dernière ligne droite avant la fin de mes études, et c'était difficile de gérer tout ce que cela impliquait. Je suis très fier d'avoir réussi et d'être enfin diplômé », lance le jeune franco-mauricien. « Il est toujours compliqué de savoir réellement ce que l'on souhaite faire plus tard, à l'âge adulte » dit-il. De nature empathique, il a toujours aimé se rendre utile et aider les autres. De plus, il apprécie les métiers de l'ombre, et n'aime pas particulièrement se mettre en avant. Faire une formation en langues, en communication et en marketing lui a ouvert de nombreuses portes dans différents secteurs d'activité comme le tourisme, l'événementiel, ou encore la publicité.

« A la fin de mes études, j'ai été embauché au sein de SUP' DE COM. La direction m'a accordé sa confiance, et je lui en suis très reconnaissant », lance le jeune homme. SUP' DE COM propose des formations en alternance, ce qui implique une période de formation, suivie d'une période en entreprise. Le but de cette approche est de permettre aux étudiants de développer leurs compétences en formation, et de les mettre en pratique en entreprise. La mission de Parikshit consiste donc à identifier les besoins des entreprises en matière de communication et de marketing, afin de leur proposer les meilleurs profils d'étudiants capables de répondre à leurs attentes.

« On m'a toujours dit de ne pas avoir peur de l'échec et de poursuivre mes rêves. Il ne faut pas se limiter à ce qu'on est censé faire, mais réellement réfléchir pour savoir ce que l'on souhaite faire de sa vie, et agir de manière concrète pour y arriver. C'est plus simple à dire qu'à faire, mais personnellement, c'est cette vision de la liberté qui m'a permis d'arriver où je suis actuellement », soutient Parikshit.

Selon lui, les études sont très importantes, mais elles ne sont pas l'unique voie pour réussir. Si l'on est débrouillard et persévérant, on peut accomplir de belles choses, dit-il. Il faut aimer ce que l'on fait, et être

respectueux envers tout le monde. Il jette d'ailleurs un regard très critique sur la société qui, selon lui, est souvent dirigée par des personnes qui ne souhaitent servir que leurs propres intérêts. Ils ne se soucient que très peu des problèmes sociétaux, tels que la pauvreté et l'insécurité. De plus, il n'y a pas assez d'opportunités professionnelles pour les jeunes. Les formations universitaires sont limitées, et ne plaisent pas forcément à tout le monde. Il y a des nouveaux métiers qui apparaissent, à l'ère du digital. Il est d'avis qu'on devrait se soucier davantage des jeunes et de ce qu'ils souhaitent faire, car ils représentent le futur d'une nation. À Maurice, soutient-il, il y a énormément de jeunes qui pourraient s'épanouir dans le sport. Pourtant, la politique sportive mise en place est très décevante, selon lui. À titre comparatif, en France, poursuit Parikshit, le sport est considéré comme l'école de la vie. Il dénonce aussi le manque de méritocratie, car ce sont toujours les mêmes familles, estime-t-il, qui ont accès aux mêmes fonctions. Il affirme qu'il est grand temps que cela change.

Agé de 24 ans, Parikshit Kisto est né à Paris (France) de parents mauriciens, et habite Champigny-sur-Marne en région parisienne. Il est chargé des relations entreprises à SUP' DE COM Paris, une école privée dans le secteur de la communication et du marketing. Il fait la fierté de ses parents qui n'ont pas renoncé à leur origine mauricienne.

Après avoir obtenu son baccalauréat (HSC) en 2016, Parikshit a effectué une formation en lettres anglophones. Ce qui ne lui a pas plu, il a donc décidé de changer de voie pour intégrer une formation en langues étrangères à l'Université de Paris, pour une durée de trois ans. Après avoir été diplômé, il a rejoint l'école de communication SUP' DE COM Paris, durant deux ans.

Bagarre dans un collège de la capitale

La direction de l'école pointée du doigt

Suite à l'agression d'un étudiant au MITD, un autre incident impliquant plus d'une centaine d'élèves a eu lieu dans un collège de la capitale. Une violente altercation a éclaté entre les élèves de Form 5, Form 5 Repeaters, Form 3 Extended, ainsi que les classes de Lower et de Upper VI, laissant plusieurs collégiens blessés sans aucune assistance, d'après les témoignages recueillis.

Tout a commencé par une bagarre entre les élèves de Form 5 et ceux de Form 3 Extended. « Nou ti pe zwe football dan dernier period aköz pa ti ena class sa l'her la, bann zelev Form 3 Extended inn vinn rod enn laguer ek zot inn kumens tap nous » nous confie un élève. « Ena inn pran ross inn kumens avoye ek inn kumens tap nou cou de pwin avek ross dan zot lamain, bann zelev inn kumens panike ek bann gran osi inn rentre dan sa laguerre la », martèle cet adolescent, victime de coups d'une rare violence.

Les élèves de cet établissement déplorent le fait que depuis quelques années, la direction de l'école ne parvienne pas à maintenir l'ordre et

la discipline. « Nunn gayn bate, rectrice pann mem pens donn first aid, linn pran sanction kont nuem » regrette un des élèves. « Ena mem enn professeur kinn filme sa scene la ek so portab ! ». Face à cette violence, les enseignants étaient réticents à l'idée d'intervenir pour calmer les esprits. Certains élèves ont tout de même salué le courage de quelques profs qui se sont interposés pour empêcher la situation de dégénérer. Ils ajoutent que les enseignants ne peuvent en général rien dire aux étudiants de Form 3 Extended, qui font la pluie et le beau temps au sein de l'établissement.

La rédaction de Sunday Times a essayé de prendre contact avec l'école en question, mais notre demande de parler à la rectrice est restée vaine. Quelqu'un de la direction nous a fait comprendre qu'ils ne souhaitent pas commenter l'affaire, car même les parents n'ont pas été informés de l'incident. Le ministère de l'Éducation, quant à lui, nous a fait savoir qu'une enquête est en cours, et que des sanctions sévères seront prises contre ceux qui ont fauté.

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, Mr. IRSAAD NUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of **Heirs Abdool Monaff Chaychoo represented by Mrs. Beebee Aminah Mohun (born Chaychoo)**, will survey a portion of land of extent of 595.14m2 belonging to Heirs Abdool Monaff Chaychoo represented by **Mrs. Beebee Aminah Mohun (born Chaychoo)** by virtue of a deed transcribed in **TV 719 No. 183**, situate in the District of **Riviere du Rempart** at **Amaury**.

The said survey will start on **15th day of May 2023** as from **11hrs00** and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 27th April 2023.

(sd) **Mr. IRSAAD NUCKCHADY**
LAND SURVEYOR



Modern Management of Cash Waqf

An Organ for Sustainable Development

From the Hanafi School, a disciple of Imam Abu Hanifah, Imam Zufar approved all movable properties to be dedicated as waqf (endowment), including the waqf of dirham and dinar, namely waqf al-nuqud (cash waqf). Under cash waqf, the waqf asset is the cash amount. Cash waqf differs from more well-known types of waqf such as waqf of property of a permanent nature such as land and buildings, or the donation of cash to purchase a waqf asset such as for construction of mosques, wells, Islamic schools or giving access to clean water in remote areas.

Waqf is synonymous to sadaqah jaariyah, representing an ongoing charity that continues to generate rewards to the donor even after his death. However, waqf entails specific requirements for the key parties involved, including the donor (waqif), the waqf asset and the beneficiaries. For instance, the waqf asset that is endowed must be of a perpetual nature so that it generates sustainable benefits to the beneficiaries. Once the waqf asset is endowed, the declaration cannot be rescinded upon by the waqif. Once the waqf asset is endowed, it also cannot be transferred away from the designated beneficiaries. For instance, the heirs of the donor cannot claim the asset back. A waqf deed is also required to define the objectives of the waqf, nominate the beneficiaries and their rights, appoint the nazir (manager), etc.

In recent times, cash waqf has gained high significance, with its applications being adopted in various countries, with prominence in Malaysia, Singapore and Indonesia. The concept has been discussed by contemporary Islamic fatwa bodies and the overwhelming majority view is that cash waqf is permissible as is the waqf of gold and silver coins. Proponents of this view include:

- Resolutions of the International Islamic Fiqh Academy of the Organisation of Islamic Cooperation (IIFA-OIC) in its 15th session held in Muscat, Sultanate of Oman in 2004.
- The Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions (AAOIFI) Shari'ah Standard No. 33 issued in 2008 and Shari'ah Standard No. 60 issued in 2019 on waqf.
- Indonesian Act No. 41/2004, Article 12 (3) and Majelis Ulama

Indonesia (2002).

- The 77th Conference of the Fatwa Committee of the National Council for Islamic Religious Affairs Malaysia held on 10–12 April 2007.

The way cash waqf works is as follows:

- Cash is donated by donors (waqifs) as waqf.
- The pooled funds are invested in low risk and a diversified portfolio of Shari'ah-compliant investments, while ensuring that the principal amount is well-preserved.
- Part of the profits generated from the investments is spent on charitable and social causes for the benefit of the nominated beneficiaries.
- Part of the profits can be reinvested in the cash waqf fund to develop a sustainable fund that will grow over time.

Cash waqf thus differs from giving cash for the construction of a well (where the well is the waqf asset) because under the former the money is first invested in income generating investments before the returns are spent on charitable projects. The aim is to increase the efficiency, sustainability and impact of waqf funds so that more charitable causes can be pursued to assist a larger group of the community. As opposed to zakat, a diverse range of beneficiaries can benefit from waqf proceeds, including non-Muslims, one's family members, the wealthy, the environment, animals, etc.

A number of cash waqf institutions have been developed worldwide promoting the concept of cash waqf and making significant contribution towards the development of the society. Global names include:

- Finterra's Waqf Chain that revitalises the dynamics of waqf by leveraging on blockchain technology (<https://mywaqf.com/>).
- Global Sadaqah that harnesses the power of sadaqah, zakat and waqf through online donations to fund a number of laudable projects (<https://globalsadaqah.com/>).
- myWakaf platform that represents a collaboration between Islamic banks and Majelis Agama Islam Negeri (MAIN) in Malaysia for the empowerment of underserved communities and financial inclusion (<https://www.mywakaf.com.my/>).

[com.my/](https://www.mywakaf.com.my/)).

The modern management of cash waqf institutions entails various best practices for effective management of waqf to ensure sustainable returns to beneficiaries and the financing of a wide range of impactful projects. Some of these practices are examined briefly.

1. Investment of waqf funds in short, medium and long term investment opportunities whereby income generated can finance different categories of projects to develop small businesses, generate employment opportunities, and empower communities.
2. Embedding waqf governance within the management of waqf funds so that key responsibilities of parties involved are well defined, and investment policies, operational procedures, measures of internal control, transparency and disclosures are in place to ensure the waqf objectives are achieved in an effective manner. The AAOIFI issued its Governance Standard No. 13 on Waqf Governance in 2020.
3. Increasing transparency and accountability by online tracking of the donations received and full disclosure of the collected funds for use in specific projects.
4. Improving trust and credibility through enhanced due diligence and KYC of partners with whom the cash waqf institution collaborates. This ensures that the campaigns for which funding is raised have been verified, the partners running the projects are trustworthy, and the projects are Shari'ah-compliant and eligible to receive waqf funding. Donors can thus be assured that their waqf donations are being effectively spent on genuine projects that would make an impactful contribution on peoples' lives.
5. Instilling proper organisational structure at the level of the institution managing the cash waqf funds, including appointing committees that are key to the proper functioning of the organisation such as investment committee, Shari'ah committee,



Dr Salma Sairally
PhD (Economics);
Certified Shari'ah
Advisor and Auditor,
AAOIFI

audit and governance committee.

6. Leveraging on technology for enhanced performance of cash waqf institutions. For instance, Finterra is a waqf platform that uses blockchain technology to develop waqf smart contracts to track waqf portfolios' performance. Global Sadaqah is powered by Ethis, an Islamic

fintech enterprise, and is Islamic Digital Economy (IDE) Standards Compliant—standards that tech companies need to comply with to form part of Malaysia's Islamic digital economy community.

7. Developing a wide range of collaborations with varied stakeholders such as religious bodies, foundations, banks, NGOs and corporates so that different kinds of projects can be developed to meet the needs of different beneficiaries. This means that the purpose of waqf is no longer restricted to objectives such as mosque construction and cemetery development. Rather, contemporary uses of waqf may include business development for women empowerment, funding of innovative research, environmental protection, animal welfare programmes, and rehabilitation programmes for drug addicts, etc.

Worldwide, the concept of waqf is being developed in innovative ways so that its use can be revitalised to play a significant role in the socio-economic development of Muslim communities and the larger society.

In Mauritius, the institution of waqf is still at its basic level of understanding and its development has limited purposes. Waqf is yet to be revolutionised to create an impact on society. It is time that we also learn from the successful waqf stories of other countries to create our own pathway in developing new waqf assets for the upliftment of different stakeholders of our society.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le Concept de la Soumission

« Ô vous qui croyez ! Entrez parfaitement dans l'Islam, et ne suivez point les pas de Shaitan, car il est certes pour vous un ennemi déclaré » - Surah Baqara (2) verset 208. Dans ce verset, Allah (swt) invite les croyants à accepter l'Islam dans son intégralité. Selon les circonstances de la révélation de ce verset, Allah (swt) s'adressait à ceux qui, à l'époque de la révélation, s'adonnaient encore à des actes inappropriés pour le Musulman. Ce verset est encore pertinent de nos jours, d'autant que nous avons tendance à céder aux tentations de Satan, mais aussi aux appels des islamophobes et autres ennemis de l'Islam.

Le mot « islam » a pour racine SLM de laquelle dérive de multiples sens, comme obéissance, soumission, abandon, paix, etc.. Cette certitude absolue doit être accompagnée d'un engagement du cœur, d'une soumission de la volonté s'exprimant par l'obéissance au jugement de Celui en qui on croit, une obéissance fondée sur un consentement totale et sans arrière-pensée.

« Ô les croyants ! Craignez Allah comme il doit être craint et ne mourrez qu'en pleine soumission » - « Sourate A'li Imran (3), verset 102. C'est pourquoi la foi musulmane se résume à cette expression, connue des Musulmans

*comme l'attestation de l'unicité divine,
du culte pur ou de piété « il n'y a pas de
divinité que Dieu ».*

Selon Yousouf Qaradawi, ces mots « *Il n'y a d'autre divinité que Dieu* » ont servi à proclamer la révolte contre les tyrans de la terre et les fausses divinités du paganisme...

Ces mots « *il n'y a d'autre divinité que Dieu* », ont été un appel universel à libérer l'être humain de toute servitude envers les autres hommes, la nature et tous les êtres et choses créés par Dieu.

Ces mots « *il n'y a d'autre divinité que Dieu* », annonçaient une voie nouvelle, la voie de Dieu, le Seul vers qui les visages se tournent, le Seul à qui les cœurs obéissent et se soumettent.

Ces mots « *il n'y a d'autre divinité que Dieu* », annonçaient la naissance d'une société nouvelle différente des sociétés païennes : une société se distinguant par sa foi et par ses institutions, ne reconnaissant pas les différences raciales, géographiques ou sociales, parce qu'elle ne reconnaît pas d'autre autorité que celle du Dieu Unique.

Les chefs et les tyrans païens avaient fort bien compris la menace que représentait cet appel, il n'y a d'autre divinité que Dieu, pour leur autorité ; comment il pouvait anéantir leur pouvoir despotique

et soutenir contre eux les peuples opprimés. C'est pourquoi ils déploieront tous leurs efforts pour le combattre et tenteront par tous les moyens d'y faire obstacle et de détourner les croyants de la voie de Dieu.

Les mécréants n'ont pas, pour autant, abandonné leurs démarches. L'islamophobie prend de plus en plus de l'ampleur. Il est fort regrettable que certains chefs d'états Musulmans se sont faits complices des islamophobes. Il est dommage que certains savants aient choisi de se soumettre aux dictats de leurs dirigeants politiques, oubliant la soumission à Allah (swt).

Plus près de nous, ils sont nombreux les Musulmans qui se sont faits esclaves des jeux de hasard, de l'indécence, de l'immoralité ainsi que des substances illicites. Ils n'ont pas compris la signification profonde de la soumission ou ne la leur a-t-on enseignée. A qui la faute?

L'appel, énoncé dans le verset 208 surah Al-Baqara, entraîne, selon le martyr Sayyid Qutb, une soumission totale à Allah Tout-Puissant dans toutes les affaires, simples ou graves. Il y a, dans ceci, un appel direct aux vrais adhérents de l'islam, dont la foi les distingue et les lie directement à Allah (swt). Les croyants doivent soumettre à Allah

(swt) leurs intentions, leurs actions, leurs désirs, et accepter Son jugement sans hésitation et en toute confiance.

« Il n'appartient pas à un croyant ni à une croyante, une fois que Dieu et Son Prophète en ont jugé, de conserver le choix sur une affaire » - Surah Al Ahzab (33), verset 36. Le concept de la soumission va au-delà de l'obéissance dans les rites et rituels. C'est ce que les islamophobes tentent de nous imposer. La soumission implique aussi l'acceptation de l'Islam en tant qu'idéologie parfaite, par opposition aux idéologies créées par l'homme. Une idéologie, faut-il le rappeler, est un ensemble de concepts, d'idées et de pratiques capable de gérer une société, et par extension un Etat.

La soumission rejette aussi, selon Abul Ala Maududi, l'esclavage de l'homme à l'homme, et implique l'esclavage à Allah (swt), l'Unique. La soumission implique l'acceptation des règles et lois de l'Islam, soit la Shar'iah. « *Quiconque désire une idéologie autre que l'Islam, ne sera point agréé, et il sera, dans l'au-delà parmi les perdants* » - Surah A'li Imran (3), verset 85.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

ChatGPT : The Future of Technology

(Breaking down the barrier between human and machine communication)

■ **By Muhammad Umar**

The word “ChatGPT” stands for “Chat Generative Pre-trained Transformer”. “Chat” emphasizes the conversational aspect of the model, which is designed to interact with users through text-based interfaces. “Generative” means that the model can generate text in response to natural language inputs. “Pre-trained” indicates that the model was trained on a large corpus of data before being fine-tuned for specific applications while the term “Transformer” refers to the deep learning architecture used to build the model.



ChatGPT is an artificial intelligence language model developed by OpenAI, based on the GPT-3.5 architecture and it was established in 2020 as an advanced conversational agent capable of generating human-like text responses to natural language inputs and one can access it on the following link:

<https://chat.openai.com/>

ChatGPT is designed to interact with users through text-based interfaces such as chatbots, messaging platforms, and voice assistants. It can understand and respond to a wide range of topics and queries, including general knowledge, news,

entertainment, science, and technology.

There are both paid and unpaid versions of ChatGPT. The unpaid version provides access to a limited set of features and capabilities, while the paid version offers more advanced functionalities such as custom

language models, integration with third-party applications, and higher accuracy and response times.

Individuals, companies, states, and the world can benefit from ChatGPT in a variety of ways. For individuals, ChatGPT can serve as a personal assistant, providing helpful responses to questions and tasks. For companies, ChatGPT can improve customer service and engagement, automate tasks, and enhance productivity. For states, ChatGPT can assist in public services and emergency response, providing accurate and timely information to citizens. For the world, ChatGPT can facilitate cross-cultural communication and collaboration, break down language barriers, and contribute to global understanding and cooperation.

ChatGPT faces competition from other conversational AI

platforms, such as Amazon Alexa, Google Assistant, Microsoft Cortana, and IBM Watson. However, ChatGPT stands out for its advanced natural language processing capabilities, large knowledge base, and ability to generate coherent and contextually relevant responses.

PROS:

1. Efficiency
2. Accuracy
3. Accessibility
4. Scalability
5. Personalisation

CONS:

1. Security
2. Bias
3. Dependence
4. Lack of Emotion
5. Limited context

Malaika Arora looks dreamy in ball gown straight out of fairytale, fans say "age is just a number for her"



Malaika Arora is known for her fashion choices. On Wednesday, the actor and reality TV personality was seen sporting a stunning look for an event in Dubai. Malaika walked the ramp as the showstopper at an event for leading fashion designer Michael Cinco. She wore an extravagant white ball gown with feather detailing. The fairytale gown with glossy makeup and glamorous hair made Malaika look like a princess.

Malaika's videos from the event

were shared on paparazzi and fan pages. Her makeup artist and hairstylist for the event also gave a behind-the-scenes look at Malaika's larger-than-life outfit. Taking to Instagram Reels, Meghna Butani shared a video of Malaika from the event, and wrote in her caption, "And then there are shows that are truly magical (red heart emoji). Hair and makeup @meghnabutani-cutsncolours. As showstopper for international designer Michael Cinco in Dubai, Malaika Arora you were truly amazing."



Alia Bhatt shares pictures in a Gucci pantsuit

Alia Bhatt recently posed for a new photo shoot in a check pantsuit paired with a formal blue shirt and dark blue tie. She had her hair falling partially on her face and the entire look reminded fans of her look in Shaandaar, her 2015 film with Shahid Kapoor. The actor had sported a similar grey check pantsuit with a blue top in the Shaandaar song Gulaabo.

'Kisi Ka Bhai Kisi Ki Jaan' box office day 6 collection

Salman Khan film falls even further, earns below 5 crore

Kisi Ka Bhai Kisi Ki Jaan, starring Salman Khan, Venkatesh and Pooja Hegde along with a huge ensemble cast, has not been doing too well at the box office this week. After slowing down on Tuesday, the Farhad Samji directorial further fell to below 5 crore on Wednesday. It is slowly moving closer to the 100 crore mark.



Bhumi Pednekar rocks dramatic saree, Janhvi Kapoor goes green on red carpet



Bhumi Pednekar, Rakul Preet Singh, Janhvi Kapoor, Mrunal Thakur and Dia Mirza were seen in their glamorous avatars at multiple events on Wednesday.

A host of Bollywood celebrities stepped out in their most glamorous avatar for two award events in Mumbai on Wednesday. Among them were Janhvi Kapoor in a panelled mint green gown, and Bhumi Pednekar in a shimmering saree gown. Rakul Preet Singh too made an impact in a racy black gown.

Janhvi Kapoor sported a messy hair look and minimal makeup as she walked the red carpet at the GQ event in a halter mint green gown. She also shared closeup pictures of herself on Instagram Stories. She will next be seen opposite Varun Dhawan in Nitesh Tiwari's Bawaal and

as a cricketer in Mr and Mrs Mahi opposite Rajkumar Rao. She has also signed her Telugu debut with Jr NTR.

Rakul Preet Singh too grabbed attention in a dramatic black gown with a top front and side slit. She was spotted at the Elle Social Responsibility award, where she also talked about her sustainable reusable diaper brand. She was seen in the ZEE5 film Chhatriwali this year and has multiple films in her kitty. Among them are Meri Patni Ka Remake and two Tamil films including Indian 2 and Ayalaan.

Bhumi too looked stunning in her silver high-neck saree gown with long sleeves at the same event. She also read out a pledge to use reusable bags and containers as she was honoured with an award. She said she already uses reusable bags and containers.

Kim Kardashian teases her purrfect fashion preparation for 2023 met gala

Kim Kardashian shared a sneak peek of how she's prepping her red carpet look for the 2023 Met Gala on May 1.

Cat's out of the bag! Kim Kardashian's 2023 Met Gala prep is officially underway.

The Kardashians star is getting style ideas straight from the source, as she recently visited the Parisian office of the late Karl Lagerfeld. After all, the theme for fashion's biggest night on May 1 will honor the life and legacy of the legendary designer, who created unforgettable pieces for Chanel, Fendi, Chloe, Balmain and Patou.

"Had a date with Choupette Lagerfeld in Paris," Kim captioned her April 26 Instagram, referring to Karl's beloved Birman cat. "We then spent some time at @karllagerfeld's office to get a little inspiration for the Met."

A few photos in Kim's Instagram carousel showed behind-the-scenes moments of her looking at a collage of design sketches, black-and-white photographs and magazine cutouts. She also got to hang out



with Choupette in a lavish bed that featured gold ornamentation with floral wallpaper and matching canopy bed curtains.



Why Isla Fisher and Sacha Baron Cohen keep their 3 kids out of the spotlight



Isla Fisher touched on why she and husband Sacha Baron Cohen keep their three children away from the public eye. Learn why she feels it would be "unfair" to put them in the spotlight.

Confession of a movie star? Isla Fisher and

Sacha Baron Cohen aren't looking to put their kids on the 'gram.

While the Wedding Crashers actress and Borat actor are not strangers to life in the public eye, the pair are largely private when it comes to life with their three kids, Olive, 15, Elula, 12, and Montgomery, 8. The decision to keep them out of the limelight is one that Isla has thought about a lot.

"It's unfair on them!" Isla explained during an April 26 appearance on Lorraine, as seen in a clip published by the Daily Mail. "Kids deserve a normal childhood. I want them to be outdoors and play and run around [and] not feel self-conscious."

And Isla's made a point of not posting about her kids on social media or taking them to premieres and other Hollywood events.

How Kaley Cuoco is honoring daughter at first red carpet since giving birth

Kaley Cuoco attended her first red carpet since welcoming her first child, a baby girl named Matilda, with Tom Pelphrey. Learn about the touching accessory she wore in honor of their little one.

This flight attendant has landed back on the red carpet—and this time around, she's a mom.

Kaley Cuoco and Tom Pelphrey stepped out in style for the April 26 premiere of Tom's new series Love & Death, marking the actors' first red carpet appearance since they welcomed their first child together, a baby girl named Matilda. (Their last red carpet outing was at the

Critics Choice Awards in January.)

For the April 26 occasion, Tom looked sharp in Brioni. Meanwhile, Kaley donned an eye-catching blue dress with an aww-worthy piece of jewelry: a necklace that read "Matilda."

Not only did Kaley keep her daughter close to her heart on the red carpet, but she also gave fans a new look at the little one on her Instagram Story that same day. As seen in the snap, Kaley and Tom posed poolside in their red carpet looks while holding the little one. The Big Bang Theory star added the words, "Date Night" to the sweet photo.

La guerre au Soudan fait trembler toute la région

La guerre qui fait rage au Soudan entre l'armée régulière et son ancien allié inquiète de plus en plus les pays voisins. Cette bataille acharnée pour le pouvoir aura des répercussions négatives sur l'économie de toute la région.

Dans la capitale, Khartoum, l'économie tourne au ralenti et des infrastructures ont été détruites dans les combats. Si jamais le conflit dégénère en guerre civile au long cours, les dommages causés à l'économie soudanaise vont rejaillir sur les pays voisins, alerte Moody's. Dans une note publiée hier, lundi 24 avril, l'agence de notation financière met en garde les banques multilatérales régionales contre le risque d'abaissement de leur note en cas de conflit prolongé, car leurs créances sur le Soudan sont plus ou moins bien protégées. La Trade and Development Bank, la banque de développement de l'Afrique de l'Est, ou encore Afreximbank, basée en Égypte, sont, par exemple, citées comme les établissements exposés qui pourraient souffrir du conflit. Ces banques régionales sont aussi présentes au Tchad, en Égypte, en Éthiopie et au Soudan du Sud, tous les voisins qui pâtiront par ricochet de cette guerre.

Ces banques jouent un rôle vital pour le Soudan depuis que le FMI et la Banque mondiale ont suspendu leur programme

d'assistance

Le soulèvement de la population contre le régime de Omar el-Béchir a, dans un premier temps, ramené les institutions internationales au chevet des Soudanais. Le FMI, la Banque mondiale ainsi que les États-Unis ont alors promis des aides se chiffrant à près de 3 milliards de dollars. Mais quand l'armée évince le Premier ministre de transition et s'empare du pouvoir, il y a trois ans, ces programmes de soutien sont alors suspendus. Les banques régionales deviennent les créanciers du pays pour notamment lui permettre de financer ses importations de nourriture ou de carburant.

Le Soudan du Sud est le voisin qui a le plus à perdre dans l'immédiat

Le pays a fait sécession en 2011 en raflant au passage l'essentiel des réserves d'hydrocarbures. Le pétrole fournit 95% des revenus de l'État. Or, ce pétrole est exporté via l'oléoduc qui traverse le Soudan jusqu'à la mer Rouge. Les expéditions du port ont été



perturbées quelques jours au début des combats. Une rupture totale de cette route du pétrole serait une catastrophe pour Juba, mais aussi pour l'État soudanais qui touche les royalties. L'un des objectifs des forces paramilitaires de Hemedti, en guerre contre l'armée régulière du général al-Buhran, est précisément de couper cette route pour assécher le budget de cette armée, car elle est le principal bénéficiaire des rentrées fiscales. Le Soudan du Sud va aussi supporter un afflux massif de réfugiés. Ou plutôt le reflux, puisqu'une partie de sa population est installée de l'autre côté de la frontière. La trêve qui a été acceptée hier soir par les deux parties va faciliter l'exode des habitants des zones de conflit. Au Tchad, où 20 000 Soudanais ont déjà trouvé refuge, les prix des denrées de base ont fortement

grimpé dans les régions frontalières, rapporte notre correspondant. L'Égypte est aussi l'un des pays d'accueil prisés par les Soudanais.

Pour le moment, l'exploitation de l'or ne semble pas affectée par le conflit

Les mines se trouvent à l'écart des zones de conflit, et c'est un peu la poule aux œufs d'or pour les deux belligérants. Le Soudan est devenu récemment le deuxième producteur africain. L'an dernier, l'exportation de l'or a rapporté 2,5 milliards de dollars, selon le gouvernement. Beaucoup plus, en fait, avec des cargaisons qui transitent par des canaux officieux, via les Émirats arabes unis, vers la Russie. Des pays qui veilleront à ce que leurs intérêts ne soient pas remis en cause par cette guerre qui menace de ravager toute la région.

De nombreux morts dans des frappes russes en Ukraine

Au moins 26 personnes ont été tuées tôt dans la matinée dans une nouvelle vague de frappes russes sur des villes ukrainiennes, au moment où Kiev affirme que la phase préparatoire de son offensive de printemps s'achève. Sur le plan diplomatique, Bruxelles a trouvé un accord avec cinq États de l'UE pour garantir le transit des céréales d'Ukraine.

Plusieurs frappes de missiles de croisière russes, les premières d'ampleur depuis début mars, ont atteint des immeubles d'habitation, provoquant la mort d'au moins 23 personnes à Ouman (centre), de deux autres à Dnipro (centre-est) et d'un homme de 56 ans retrouvé sous les décombres de sa maison dans la province de Kherson (sud).

La Commission européenne a annoncé avoir conclu un accord de principe avec cinq États de l'UE déstabilisés par l'afflux de céréales ukrainiennes, et dont certains avaient unilatéralement interdit les importations agricoles d'Ukraine, ce que Bruxelles jugeait «inacceptable».

L'accord conclu avec la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie prévoit la fin de ces mesures unilatérales, en échange



d'aides financières et de «mesures de sauvegarde exceptionnelles» concernant quatre produits-clés d'Ukraine (blé, maïs, colza, graines de tournesol), dont le transit vers d'autres pays sera cependant garanti, a indiqué le commissaire au Commerce Valdis Dombrovskis.

Neuf personnes ont été tuées et 16 autres ont été blessées vendredi dans des frappes des forces de Kiev sur Donetsk, la principale ville contrôlée par Moscou dans l'est de l'Ukraine, ont indiqué les autorités locales.

Les «atroces» frappes ukrainiennes «ont touché un hôpital, un parc et des

immeubles d'habitation», a déclaré sur Telegram Denis Pouchiline, le chef des séparatistes prorusses de la région de Donetsk.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré avoir demandé la veille de l'aide à son homologue chinois, Xi Jinping, dans le dossier du retour des enfants ukrainiens «déportés» par la Russie dont le nombre est officiellement évalué à au moins 20 000 par Kiev.

«Je me suis adressé avec cette requête au président chinois» au cours de l'entretien téléphonique avec lui mercredi, a déclaré Volodymyr Zelensky pendant une conférence de presse à Kiev. «Nous devons engager (...) différents pays afin qu'ils fassent pression sur l'agresseur et terroriste russe, qui a kidnappé tant de nos enfants», a-t-il ajouté.

Mercedes Classe G

Un exemplaire unique pour fêter les 500 000 livraisons



Mercedes célèbre le 500 000ème exemplaire de son Classe G produit dans l’usine de Graz, en Autriche, avec un modèle à la configuration unique.

Lancé en 1979, le Mercedes Classe G était à l’origine un véhicule plutôt utilitaire, privilégié par les armées de différents pays pour sa robustesse et sa simplicité de conception et d’entretien. Mais au fil des ans, il s’est embourgeoisé pour devenir un 4×4 des beaux quartiers, tout en conservant en partie son ADN de laborieux et son look cubique inimitable. Juste avant de passer le cap des 45 ans de carrière (une éternité dans le monde automobile !) et d’avoir droit à une variante électrique EQG, le Classe G en passe un autre avec la sortie des chaînes de production du numéro 500 000.

Configuration « à l’ancienne »

Cet exemplaire produit dans l’usine Magna Steyr de Graz, en Autriche, s’inspire des premières séries et notamment du 280 GE de 1986. Il adopte des éléments de design spécifiques. D’abord sa peinture, un beau Vert Agave, qui était une des premières couleurs disponibles sur les Classe G à l’époque. Elle est associée à une calandre et des pare-chocs noirs, alors que la plupart des G actuels sont peints couleur carrosserie. Plus subtil, les clignotants



placés sur le bout des ailes, à proximité du capot, repassent à l’orange au lieu du blanc utilisé aujourd’hui. La roue de secours est recouverte d’une bâche comprenant l’ancien logo Mercedes, bien plus gros que sur les modèles actuels. Les badges et les jantes à cinq branches évoquent aussi les “G” des premières années.

A bord, Mercedes a appliqué la même recette en utilisant une sellerie à carreaux typique de l’époque du 280 GE. Malheureusement, la marque ne fournit pas de photos. Elle indique également avoir placé une plaque de la même couleur

que la carrosserie sur la poignée face au passager, pour montrer qu’il s’agit bien du 500 000ème Classe G.

Mercedes ne précise pas

quelle motorisation se trouve sous le capot de ce Classe G “500 000th”. Sans grande surprise, il est bien plus puissant que les 72 à

150 ch des quatre-cylindres au lancement en 1979 ! Aujourd’hui, la gamme française propose une version G 500 dotée d’un V8 4.0 de 421 ch, ainsi qu’une variante AMG appelée G 63 dont le V8 est poussé à 585 ch.

Un exemplaire pas forcément vendu

Vous craquez déjà pour cet exemplaire à la configuration unique ? Il semblerait que Mercedes ne le commercialise même pas. La marque ne donne en fait aucune indication, mais on imagine qu’elle pourrait vouloir conserver cette jolie pièce pour l’ajouter à sa collection. Il aurait par exemple toute sa place au musée de la marque, à Stuttgart (Allemagne).



Anti-âge

Ces 4 erreurs fréquentes à éviter quand on se maquille les yeux



Rides autour des yeux, paupières tombantes, peau sèche... Après 50 ans, certaines erreurs peuvent accentuer les petits défauts liés à l'âge.

A partir de la cinquantaine, on ne se maquille plus comme à 20 ans. Avec l'apparition des ridules et la modification d'hydratation de la peau, il est important d'adapter sa routine make-up. Place aux textures légères et aux coloris flatteurs, qui permettent d'intensifier le regard, tout en camouflant les imperfections et en gommant les signes de fatigue.

Ne pas faire l'impasse sur le mascara

S'il y a une chose sur laquelle vous ne devez pas oublier, c'est lui ! Avec l'âge, il arrive que les cils soient plus clairs et moins fournis. Zapper cette étape peut contribuer à donner un air

triste ou fatigué. Utilisez si possible un recourbe-cils en amont afin d'ouvrir le regard (surtout pas après avoir déposé la matière au risque de casser les poils). Déposez ensuite une ou deux couches de mascara sur les cils en tirant de la racine à la pointe pour les allonger un maximum. Préférez une nuance marron : moins forte que le noir, elle adoucit les traits du visage.

Utiliser des fards à paupières trop clairs

Selon la maquilleuse, utiliser des couleurs ternes est une des erreurs les plus communes. Par peur de trop en faire, les femmes privilégient souvent des teintes pastel, ou du beige, du champagne ou du rose clair... des couleurs magnifiques mais pas toujours adaptées après 50 ans car elles ont tendance à vieillir. La gravité étant passée par là, les paupières sont parfois tombantes et les couleurs claires risquent de mettre l'accent dessus et d'alourdir davantage. Mieux vaut miser sur des tonalités un peu plus vives (violet, vert, etc.), « *qui donnent de la vie* » ou sur des demi-tons comme le taupe et le marron.

Appliquer des fards en poudre

La peau étant plus déshydratée et plus marquée avec l'âge, le choix

de la texture du maquillage a son importance. Les fards en poudre ont pour mauvaise habitude de migrer dans les ridules et de mal évoluer au cours de la journée. Privilégiez des ombres crémeuses et soyeuses à appliquer au doigt ou au coton-tige. « *Ces textures tiennent plus longtemps, sont plus lumineuses et plus faciles à appliquer* », explique l'experte. Et inutile selon elle de procéder à une mise en beauté trop compliquée. Un simple fard marron ou terracotta crémeux, souligné d'un ras de cil marron pour apporter de la profondeur et le tour est joué !

Trop épiler les sourcils

Les sourcils structurent le regard, ce sont eux qui lui donnent toute son intensité. Ils définissent même l'expression entière du visage ! Mais avec le temps, ils deviennent moins denses et parfois clairsemés. Évitez à tout prix de trop les épiler ou de leur donner une forme trop ronde ou trop arquée. N'hésitez pas à les confier à des pro qui sauront comment les débroussailler sans les massacrer ! Prenez également le temps de redessiner leur ligne chaque matin avec un crayon ou une ombre et un pinceau très fin, en choisissant une nuance ton sur ton. Comblez les trous, puis finissez en les brossant vers le haut à l'aide d'un gel fixant.

Crème, nettoyant : ce produit qui n'a (vraiment) pas besoin d'être cher pour être efficace

On le sait, pour avoir une peau éclatante de santé, il faut en prendre soin. De l'intérieur, en buvant suffisamment d'eau, en luttant contre le stress, en ayant un bon cycle de sommeil et une alimentation variée et équilibrée. Mais également de l'extérieur, et c'est là que votre skincare routine rentre en jeu.

Attention, il ne s'agit pas d'une traque incessante pour avoir une peau parfaite, lisse et sans la moindre imperfection. Ce type d'épiderme n'est souvent que celui que l'on voit à travers un filtre sur les réseaux sociaux et ne correspond pas à la réalité. Une peau vit, évolue, on a parfois des petits boutons, rougeurs, cernes... Et c'est normal. On peut bien sûr chercher à les atténuer,

mais cela ne doit pas virer à l'obsession et pour rappel : votre peau est belle !

Maintenant que les bases sont posées, parlons plutôt de peau en pleine santé. Certains gestes sont mauvais pour elle, comme de négliger son cou et son décolleté, qui ont eux aussi besoin de vos bons soins, ou encore de sécher son visage en le frottant avec sa serviette de bain.

Ce produit de votre routine pour la peau pour lequel il n'est pas utile de dépenser

Elle en a profité pour interroger plusieurs confrères et consœurs et leur a posé la question ultime : pour



quel produit est-il inutile de dépenser beaucoup d'argent ? Et les réponses sont quasiment unanimes : le nettoyant.

L'un d'entre eux justifie d'ailleurs sa réponse en expliquant qu'il s'agit du

produit qui ne reste pas sur votre peau : il termine dans vos canalisations après rinçage ! Une autre dermatologue à qui l'on pose cette même question justifie sa réponse en avançant qu'elle est adepte du «less is more» et qu'un produit

nettoyant simple fera très bien son travail, à savoir nettoyer. Inutile donc d'investir dans un produit hors de prix avec de multiples actifs. Il suffit de trouver celui qui est compatible avec votre type de peau !

Le Real a repris contact avec Zinédine Zidane

Le Real Madrid anticipe un potentiel départ de Carlo Ancelotti. Pour le remplacer, l'ancien entraîneur mythique du club Zinédine Zidane reste une possibilité.

Mais comment convaincre Zinédine Zidane d'entraîner son équipe ? C'est la question que de nombreux clubs européens se posent en ce moment. Si c'est le cas de la Juventus Turin ou du PSG qui pensent à changer d'entraîneur l'an prochain, le Real Madrid se poserait également la même question depuis peu.

En effet, Zinédine Zidane fait rêver l'Europe entière depuis son départ du banc du Real en 2021. Alors que Zizou rêvait de l'Equipe de France, le bon parcours de Didier Deschamps lors de la dernière Coupe du Monde l'a refroidi puisque DD



a reçu un nouveau contrat. Il pourrait donc retrouver un club, et sans doute plus rapidement qu'on ne le croit.

Selon le média 'Foot Mercato', le Real Madrid aurait depuis peu repris des nouvelles de son ancien entraîneur, lui qui fût deux fois sur le banc merengue : de 2016 à 2018 puis de 2019 à 2021.

Effectivement, l'actuel entraîneur de la Casa Blanca Carlo Ancelotti est courtisé par la sélection Brési-

lienne. En prévision d'un potentiel départ, Florentino Pérez est persuadé que le champion du monde 1998 serait la meilleure option pour reprendre la tête de son équipe.

En plus de retrouver certains cadres qu'il connaît parfaitement tel que Luka Modric, ZZ pourrait aider les jeunes français Eduardo Camavinga et Aurélien Tchouaméni à définitivement s'imposer au sein de l'effectif du Real Madrid.



Le FC Barcelone est contraint de supprimer sa chaîne de télévision à partir de la saison prochaine. 'RAC1' a rapporté jeudi que les géants catalans allaient prendre des mesures drastiques pour se conformer au fair-play financier de la Liga.

Les mauvaises nouvelles se poursuivent à Barcelone, dans un contexte économique délicat que la direction de Joan Laporta doit assumer. Effectivement, le FC Barcelone vient d'annoncer qu'il cessera d'émettre sur sa chaîne «Barça TV» dès le 30 juin prochain.

Comme l'a expliqué 'RAC1' ce jeudi, le géant catalan a pris cette décision dans le but d'équilibrer les comptes et de s'adapter ainsi au «Fair Play Financier» exigé par la Liga. Et il semble que cette décision ne soit pas la seule.

La fermeture de «Barça TV» entraînera le licenciement d'au moins 120 personnes (principalement des employés

du club et des pigistes) qui ont récemment fait grève les jours de match pour tenter d'améliorer leurs conditions de travail.

D'ailleurs, le FC Barcelone a récemment envisagé de vendre la chaîne afin d'avoir accès à un nouveau levier de revenus. Finalement, Joan Laporta a décidé de la fermer pour le bien futur de son équipe.

Le média espagnol explique que les Blaugranas chercheront de nouvelles formules pour soigner leur image. Dans cette restructuration, les réseaux sociaux seront un pilier fondamental pour les fans, ainsi que de nouveaux publics.

La nouvelle a été annoncée au lendemain de la défaite 2-1 du FC Barcelone face au Rayo Vallecano. Les buts d'Álvaro García et de Fran García ont retardé le titre qui tend les bras aux hommes de Xavi Hernández.

La maire de Paris Anne Hidalgo ne croit pas à un départ du PSG du Parc des Princes

Alors que le Paris Saint-Germain pourrait bientôt quitter le Parc des Princes pour s'installer au Stade de France, Anne Hidalgo a réaffirmé que même si le Parc n'est pas à vendre, le PSG ne partira pas.

La possibilité de voir Paris quitter son enceinte mythique du Parc des Princes au profit du Stade de France prend de plus en plus de taille ces derniers jours. Les dirigeants Qataris du Paris Saint-Germain ont officiellement déposé ce jeudi leur candidature auprès de l'État, afin de racheter le Stade de l'Équipe de France. Soucieux de vouloir augmenter la capacité du Parc des Princes, bien inférieur à celle des stades des différents cadors européens, le PSG avait émis l'idée de racheter le stade qui aujourd'hui appartient à la ville de Paris, sans succès.

En effet, et malheureusement



pour Nasser Al-Khelaïfi, la maire de Paris Anne Hidalgo avait clairement exposé son avis sur cette question. «Très clairement, le Parc des Princes n'est pas à vendre. Et il ne sera pas vendu. C'est une position ferme et définitive. Il s'agit d'un patrimoine exceptionnel des Parisiens» avait-elle expliqué le 14 janvier dernier.

Ce matin chez RFI, la maire de Paris a réaffirmé ses propos. «Le Parc des Princes n'est pas à

vendre, a-t-elle répété. On en avait émis l'idée mais il fallait qu'il y ait respect des règles. Le stade appartient aux Parisiens, pas à moi. À l'issue du processus, quand le club a proposé 38 M€, le mot «ridicule» est celui qui convient.» Avant cette proposition d'achat, la Ville avait fait une estimation à 350 millions d'euros pour céder le Parc des Princes.

«Ma position est-elle irrévocable? Oui» a-t-elle

ensuite martelé. «Arrêtons de discuter. Nous sommes dans un Etat de droit. Chez nous, les stades ne poussent pas comme des champignons. Vous n'arrivez pas avec vos paquets de millions et devenez acquéreur de n'importe quel bien pour n'importe quelle condition».

Pourtant, le départ du club ne semble pas l'inquiéter. En fait elle ne croit pas à un départ des Rouges et Bleus de son enceinte mythique.

«Je pense qu'ils ne partiront pas», explique-elle. Car les règles de droit dans lesquelles nous sommes s'appliquent aussi à l'Etat. C'est très compliqué de céder un stade, même si le président de la République a ouvert cette possibilité. On est encore très loin du bout du processus dans lequel le club s'est engagé. Il y a peut-être un peu de bluff ou l'incompréhension de ce que

sont nos règles démocratiques. Pour vendre un bien comme le Parc des Princes, il faut passer devant le Conseil de Paris. Il faut une majorité pour le voter et ne pas être accusé de spolier les Parisiens en vendant le stade à un prix qui ne serait pas le sien.»

De son côté, l'adjoint aux sports de la Ville, Pierre Rabadan a souhaité reprendre les discussions avec le club et aimerait proposer des solutions avantageuses à tout le monde.

«Évidemment que la ville souhaite garder le PSG ! On a des solutions à proposer, qui ne sont pas la vente proprement dite, mais qui permettent un développement sportif et économique du club qui est peut-être mieux que n'importe quel autre cadre qu'ils pourraient trouver ailleurs», a indiqué l'élu.



Ansu Fati pourrait devenir la recrue la plus chère de l'histoire de Tottenham

Le 'Daily Express' a annoncé que Tottenham serait prêt à mettre plus de 70 millions d'euros sur la table pour s'attacher les services d'Ansu Fati. Bien que le joueur veuille rester, le Barça a besoin d'argent et doit vendre des joueurs en fin de saison.

Ansu Fati sait ce qu'il veut pour son avenir, et il a toujours été très clair sur le sujet : il veut rester au FC Barcelone. Mais cela ne dépendra pas de lui, puisque le club catalan a besoin de sauver ses finances, et va devoir vendre des joueurs lors du prochain mercato.

Si quelques joueurs prêts comme Clément Lenglet, Sergiño

Dest ou Nico González pourraient bien partir définitivement, cela ne devrait pas suffire et certains joueurs de l'effectif actuel devront quitter la Catalogne.

Comme annoncé il y a quelques jours, Manchester United, le Bayern Munich et Tottenham sont les clubs qui s'intéressent à l'attaquant du Barça. Le 'Daily Express' avance même que les 'Spurs' seraient prêts à dépenser 70 millions d'euros pour recruter l'international espagnol.

Fati pourrait alors devenir la recrue la plus chère de l'histoire de Tottenham, devant Tanguy Ndombele, le Français arrivé en 2019 en Angleterre pour 62 millions d'euros.

Iñigo Martinez aurait déjà signé son contrat avec le Barça

'Relevo' avance ce jeudi que le défenseur de l'Athletic et international espagnol, Iñigo Martinez va bien rejoindre le FC Barcelone à l'issue de la saison. Son contrat serait même déjà signé.

Cela fait plusieurs semaines déjà que le défenseur de l'Athletic, Iñigo Martinez est annoncé du côté du FC Barcelone. En fin de contrat avec le club basque, le joueur de 31 ans sera libre à la fin de la saison actuelle, et intéressait donc fortement le club catalan, qui cherche à dépenser le moins possible.

'Relevo' annonce ce jeudi que l'officialisation approche à grands pas, puisque l'international espagnol aurait déjà signé son contrat avec les 'blaugranas' pour deux saisons. La visite médicale aurait eu lieu il y a environ un mois, selon cette même source.

Le joueur souhaitait quitter la formation basque afin de s'offrir un nouveau challenge, et le FC Barcelone était sa priorité. Il était sous les couleurs des 'Leones' depuis 2018 après sept saisons passées à la Real Sociedad. C'est la première fois qu'il jouera pour un club non basque.



Marcus Thuram va quitter Mönchengladbach, tout comme Bensebaini

Après le départ du capitaine Lars Stindl, ce sont Marcus Thuram et Ramy Bensebaini qui quitteront le Borussia Mönchengladbach à la fin de la saison.

Dans une saison compliquée qui ne devrait pas déboucher sur une qualification européenne, le Borussia Mönchengladbach a bien conscience qu'il ne pourra pas conserver ses meilleurs joueurs à la fin de la saison.

Le directeur sportif du club allemand, Roland Virkus, a donc annoncé la nouvelle sur le site officiel du club : Marcus Thuram et Ramy Bensebaini quitteront le Borussia cet été, libres de tout contrat : « Nous avons eu un échange ouvert avec les deux joueurs et nous connaissons leur situation actuelle. Il est dommage qu'ils ne renouvellent pas leurs contrats qui arrivent à son terme, car



tous deux nous ont beaucoup apporté au cours des quatre dernières années. Nous comprenons également que nos supporters soient déçus qu'ils ne restent pas »

« Cela a toujours fait partie de notre stratégie ces dernières années de faire venir des joueurs aussi talentueux, de les développer - et finalement de les laisser

partir, parce que nous ne pouvons pas les garder éternellement. (...) Tous deux nous ont aidés dans le passé et nous aident encore aujourd'hui. C'est pourquoi, malgré la déception légitime, ils méritent des adieux dignes de ce nom. »

Si la destination de l'attaquant français n'est pas encore connue, Ramy Bensebaini devrait, sans surprise, rejoindre le Borussia Dortmund. Le deal aurait déjà dû se faire la saison passée mais le joueur avait fini par rester.

Cette annonce fait suite à celle du capitaine emblématique, Lars Stindl, qui fera, lui aussi, ses valises à l'issue de la saison en cours. Un bel hommage devrait être rendu aux trois joueurs lors de la dernière journée de Bundesliga le 27 mai prochain face à Augsburg.

SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)



Le nouveau format sprint va priver les équipes de données importantes

Dans le cadre du nouveau format sprint, Mercedes juge que les écuries vont faire face à une tâche pratiquement «impossible» pour récolter les données de longs relais dont elles ont habituellement besoin.

À la suite de son approbation cette semaine par la Commission F1, le nouveau format sprint va entrer en vigueur dès demain lors du Grand Prix d'Azerbaïdjan 2023. Il verra l'organisation de deux séances qualificatives pour chacune des courses de l'épreuve, ce qui signifie que les EL2 qui avaient été maintenus le samedi matin sous le précédent format sprint ont été remplacés.

Concrètement, les écuries perdent encore plus de temps de préparation pour la course du dimanche, dans une séance traditionnellement consacrée aux simulations de longs relais. Le responsable de l'ingénierie de piste de Mercedes, Andrew Shovlin, est revenu sur les changements liés à ce nouveau format.

«Lorsque vous n'avez que les EL1, il est



pratiquement impossible de condenser tous les enseignements habituels du vendredi et du samedi en une seule séance. Vous perdez la possibilité de vous concentrer sur les longs relais et vous devez réfléchir aux véritables priorités.»

Pour le directeur sportif de Mercedes, Ron Meadows, il est clair qu'il va falloir faire un certain nombre de sacrifices, notamment du côté des réglages, même s'il se veut positif : «Il sera très difficile pour les ingénieurs et les pilotes de trouver les réglages optimaux à la fois pour

les qualifications et pour les relais de course chargés en essence.»

«Nous devons maximiser le nombre de tours en EL1, donc il est peu probable que nous envisagions de procéder à des changements de réglages qui réduiraient le temps de roulage des pilotes. C'est une nouvelle façon de travailler pour toutes les équipes et elle offre de nombreuses possibilités d'exceller.»

En plus de la question de la préparation pure, c'est celle des risques d'incidents, alors que quatre des cinq séances seront compétitives, qui se pose. «Le nouveau format n'entraînera pas de changements majeurs dans la façon dont le personnel dans le garage va travailler pendant le week-end», précise Meadows.

«Cependant, lorsque vous ajoutez des séances qui exigent une attaque à 100% de la part des pilotes et que chaque tour compte pour accéder à l'étape suivante, vous courez toujours le risque d'un accident.»

Chez Ferrari, ce n'est pas le départ de Mekies qui inquiète Leclerc

Charles Leclerc déclare que la situation à Maranello ne l'inquiète pas autant que ses résultats en piste jusqu'à présent.

Charles Leclerc n'a marqué que six points en 2023, avec la septième place au Grand Prix d'Arabie saoudite, ayant été contraint à l'abandon à Bahreïn et en Australie. La Scuderia Ferrari a plusieurs défis à relever : le fait de rendre sa SF-23 plus rapide, mais aussi la démission de plusieurs de ses dirigeants – le responsable du concept de la monoplace, David Sanchez, et le directeur sportif, Laurent Mekies.

Ce bouleversement vient compléter le casse-tête auquel fait face le directeur d'équipe Frédéric Vasseur pour mener l'écurie au sommet, mais Leclerc affirme que rien ne l'alarme de ce côté-là : «Soyons honnêtes, si on parle de la piste, les performances ne sont pas au niveau que nous voulons en cette première partie de saison. Les trois



premières courses ont été un désastre pour moi. Mais c'était bien de réinitialiser pendant ces trois semaines, d'étudier un peu la manière dont nous pouvons optimiser notre package.» «Puis en dehors de la piste, évidemment, il y a une restructuration pour l'équipe, et c'est

clair. Nous avons une excellente relation avec Laurent, mais nous comprenons tous au sein de l'équipe qu'il faut saisir cette opportunité, qu'elle est vraiment bonne pour lui. Alors c'est comme ça. Mais cette équipe ne se résume pas à une seule personne. Je suis

très confiant pour l'avenir avec Fred, vu ce qu'il prévoit. Je suis vraiment confiant.»

«Je pense qu'il a été ouvert quant à ce qu'il veut accomplir et la manière dont il veut le faire. Cela me donne probablement plus de confiance que jamais.»

La rumeur Mercedes

Leclerc s'est retrouvé au cœur de rumeurs qui le lient à Mercedes, compte tenu des difficultés actuelles de Ferrari. Mais lorsqu'il lui est demandé s'il a discuté avec le constructeur allemand : le Monégasque répond : «Non, pas encore. Pas pour le moment. Pour l'instant, je suis pleinement focalisé sur le projet dans lequel je suis aujourd'hui, à savoir Ferrari. Comme je l'ai dit, j'ai une confiance totale pour l'avenir. Après, on verra.»

Leclerc est convaincu de la capacité de Ferrari à redresser la barre : «Le pas en avant qu'il faut faire, il est énorme. Nous en sommes parfaitement conscients, et je suis le premier à en être conscient. Mais si je dois choisir une écurie pour le faire, c'est Ferrari. Je sais ce qui se passe en interne et ce que nous essayons d'accomplir, et je suis confiant à ce sujet.»

[Premier League] Liverpool v/s Tottenham Hotspur

Après son nul face à Manchester United, Tottenham affronte les Reds

Le deuxième baptême du feu managérial de Ryan Mason se poursuit dimanche après-midi, alors que Tottenham Hotspur se rend à Anfield pour un rendez-vous en Premier League avec Liverpool.

Les Lilywhites ont riposté à partir de deux buts pour faire match nul 2-2 avec Manchester United en milieu de semaine, un jour après que les Reds soient également revenus par derrière pour vaincre West Ham United 2-1.

Tout en minimisant immédiatement les chances de son équipe de se classer parmi les quatre premiers et de se qualifier pour la Ligue des champions, le patron de Liverpool, Jurgen Klopp, était par ailleurs rempli de fierté alors que son équipe se remettait d'un déficit d'un but pour voir West Ham, bien qu'avec quelques frayeurs, le chemin.

L'étourdissement de Cody Gakpo et la tête tonitruante de Joel Matip ont annulé un sublime premier match de Lucas Paqueta, bien que Jarrod Bowen ait vu une frappe exclue pour hors-jeu avant que les officiels n'écartent les protestations bruyantes pour un penalty tardif contre Thiago Alcantara pour le handball.

Alors que David Moyes n'a tiré aucun coup vers la fin du match, Klopp a insisté sur le fait qu'il comprenait la frustration de son homologue tout en se délectant de la troisième victoire consécutive de son équipe en Premier League, qui a brièvement propulsé les Reds à la sixième place du tableau avant qu'ils ne soient repoussés à septième par Tottenham jeudi.

Avec un écart de sept points à rattraper avec Manchester United après avoir joué un match de plus que les Red Devils, Liverpool n'aurait encore besoin que d'un miracle de fin de saison pour continuer avec les grands garçons européens, mais prenant 11 points du Les 15 derniers proposés signifient que l'équipe de Klopp est toujours en mesure de gagner une forme de football continental, que ce soit la Ligue des champions, la Ligue Europa ou la Ligue de conférence Europa.

Les Reds ont marqué au moins deux fois pour le quatrième match consécutif de Premier League mercredi

soir, bien qu'ils n'aient pas réussi à garder une feuille blanche pour un quatrième match consécutif, et Leeds United reste la seule équipe à avoir pris le dessus sur Liverpool à Anfield en l'élite cette saison - seuls Arsenal, Manchester City et Manchester United peuvent améliorer les 34 points des Reds en 15 matchs à domicile en Premier League.

Un sou pour les pensées de Daniel Levy alors que Man United prenait une avance de 2-0 sur Tottenham avant la pause de mercredi, alors que les fidèles des Spurs - dont certains seront remboursés de manière controversée pour leurs misérables voyages à Newcastle - ont fait part de leurs sentiments envers le président méprisé très clair en effet.

Cependant, quels que soient les mots de choix que Mason avait pour ses joueurs découragés à la mi-temps, les Spurs ont été stimulés, et les Lilywhites sont entrés dans l'ère post-Cristian Stellini avec un point honorable alors que Pedro Porro et Son Heung-min ont répondu à Jadon Sancho et Marcus Rashford. efforts antérieurs.

Alors que ce match nul durement gagné donnera à Mason - qui n'a étonnamment pas été promu au premier rang quand Antonio Conte est parti - quelque chose sur quoi s'appuyer, il a pas fait grand-chose pour stimuler les espoirs éphémères de Tottenham de se classer parmi les quatre premiers, se situant cinquième dans le classement et six points de moins que Man United, qui a une paire de matchs en main.

Le match de jeudi était encore une amélioration

considérable par rapport à leur mutilation 6-1 aux mains de Newcastle United, mais une série de sept matchs sans feuille blanche rend la lecture sombre avant un voyage éprouvant à Anfield, et les visiteurs sont sans victoire en sept matchs consécutifs. rencontres depuis qu'il a vaincu Preston North End lors du match nul de la FA Cup en janvier.

De plus, la victoire 2-1 de Liverpool au stade Tottenham Hotspur en novembre a prolongé la course sans victoire des Lilywhites contre les Reds à 11 matchs depuis leur travail de démolition 4-1 en octobre 2017, mais ils sont repartis d'Anfield avec un match nul 1-1 pour leur nom la saison dernière - une part du butin ne ferait cependant aucun des quatre premiers étrangers du monde du bien cette fois-ci.

